

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 31 OCTOBRE 1979 - N° 984

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Les flics évacuent les grévistes de la SALTA (Saint-Ouen)

La police est intervenue dans la nuit de lundi à mardi contre les grévistes de la SALTA (sous traitants NMPP) à Saint-Ouen. Les flics avaient déjà tentés sans succès de les déloger la nuit précédente. Ils s'étaient affrontés à une ferme résistance. Les grévistes s'opposent depuis plusieurs semaines à la réduction massive de leur pouvoir d'achat consécutive à la modification dans la distribution de «France Soir». Ils exigent notamment un salaire de 3 000 F pour 40 heures.

Giscard à Berlin

A Berlin, où il effectuait une visite de 24 heures en début de semaine, Giscard a notamment déclaré : «Si les circonstances l'exigeaient, la France, comme par le passé, apporterait sa contribution à la sécurité de Berlin».

LIRE EN PAGE 9

Progrès-Dauphiné Libéré Pourquoi la rupture ?

40 000 lecteurs du Progrès de Lyon et 300 000 lecteurs du Dauphiné Libéré sont aujourd'hui l'enjeu d'une âpre lutte qui mêle la politique aux milliards. Nouveau PDG du Progrès, Jean-Charles Lignel, milliardaire, veut rompre avec le groupe du Dauphiné Libéré, et donner une teinture «de gauche» au journal qui a le monopole de l'information régionale.

LIRE EN PAGE 11

A nos lecteurs

En raison du jour férié de la Toussaint, le Quotidien du Peuple ne publiera pas d'édition datée du jeudi 1^{er} novembre. Le prochain numéro du journal sera donc daté du 2 novembre, dans les kiosques jeudi après-midi à Paris et vendredi matin en province. Nos rubriques habituelles du jeudi seront dans notre prochaine édition.

PAR MILLIERS DANS LA RUE

Paris : importantes manifestations des Alsthomiens venus de toute la France
Grenoble : puissante manifestation attendue



Un train spécial amenait ce mardi matin les grévistes de Belfort à Paris.

Venant de nombreuses autres usines à travers le pays, les ouvriers du trust en lutte convergeaient sur la capitale pour se rendre avenue Kléber devant le siège du groupe.

Hier, ceux de St-Ouen faisaient irruption dans la Bourse à Paris (notre photo).

A Grenoble également on attendait, à l'heure où nous mettons sous presse, une manifestation qui ferait date.

LIRE NOS PAGES 3, 5, 6 ET 7

La gare de Lyon-Perrache bloquée mardi matin par les travailleurs de R.V.I. (Vénissieux)

UNE LUTTE DÉTERMINÉE POUR LA DÉFENSE DES DROITS SYNDICAUX

Depuis que feu le ministre du Travail Robert Boulin avait autorisé le licenciement de quatre délégués CGT de R.V.I. (Vénissieux), plusieurs mobilisations ont été organisées par les travailleurs. Mardi matin, la gare de Lyon-Perrache était bloquée pour la réintégration des quatre syndicalistes.

Le suicide de Boulin

UNE ODEUR DE SCANDALE POUR LE GOUVERNEMENT GISCARD-BARRE

LIRE EN PAGE 12

Les incontrôlables fissures du nucléaire

II - Les documents révélés par la CFDT

EDF ET FRAMATOME LA MAIN DANS LE SAC

Le chargement en cours d'un réacteur à la centrale de Gravelines, et l'opposition des militants CFDT à cette opération, ont remis en lumière la question des fissures dans certaines parties délicates des usines nucléaires. Les documents publiés par la CFDT, et qui émanent du trust constructeur Framatome et de l'utilisateur EDF mettent en lumière l'étrange ballet du profit, de la précipitation et de l'irresponsabilité.

«Il y a un an, le Service Contrôle des Fabrications d'EDF découvrait des fissures dans le beurrage* d'une plaque à tubes. L'expertise réalisée identifie cette formation et incrimine le procédé adopté par Framatome et EDF», indique la CFDT, qui précise : «Quand il avait été décidé de construire des centrales PWR de type Westinghouse en France, aucune étude ne devait être entreprise par EDF. Avec l'accord d'EDF, mais sans étude particulière, Framatome décidait de modifier le procédé du beurrage de la cuve, de ses tubulures et des plaques tubulaires des générateurs de vapeur. Cette modification de la licence semblait mineure et permettait de passer un test de corrosion imposé dont les modalités sont différentes en France et aux USA. Pour gagner du temps dans la fabrication, environ un mois par appareil, la deuxième couche de beurrage sera réalisée sans préchauffage.

VITE... ET MAL !

En date du 13 septembre dernier, la direction de l'Équipement EDF confirme : «on peut éviter la fissuration sous revêtement en effectuant sous préchauffage et avec postchauffage la totalité des couches du revêtement».

Voilà qui appelle une première remarque : pour gagner du temps, donc de l'argent, Framatome a sacrifié la sécurité des centrales qu'elle fabrique. Et comme à EDF, la direction est non moins pressée de voir avancer le programme nucléaire, on y a fait sans sourciller le même sacrifice.

SIX MOIS, UN AN... LE TEMPS PASSE

C'est le 4 janvier 1979 que les services de Framatome, interrogés par EDF, établissent leur

* Dépôt par soudure d'une couche métallique particulière résistant à la corrosion et protégeant le métal sous-jacent.

rapport sur les délais prévisibles des risques de rupture entraînés par l'existence de ces fissures, en ce qui concerne la cuve du réacteur. Or, un document EDF du 22 août indique : «Framatome a enfin adressé la note de calcul qui doit montrer la non-nocivité des défauts concernés», s'agissant cette fois-ci des plaques tubulaires (où pourtant les défauts ont été pour la première fois mis en évidence). Le document, on peut le supposer, ne s'était pas égaré entre les deux tours EDF et Framatome, toutes deux situées dans le quartier de la Défense. Pourquoi donc Framatome a-t-il donc tant tardé à établir ou à faire parvenir ce calcul ?

Mais voyons, pour les tubulures de la cuve du réacteur, quels sont les résultats des calculs de Framatome ; diverses hypothèses sont envisagées, qui donnent, pour la jonction entre la cuve et la tubulure de sortie, les résultats suivants :

«ENTRE TROIS ET CINQ ANS»

«Le défaut de 6 mm en coin de tubulure débouche entre 5 et 10 ans (...)

Le défaut de tubulure débouche entre 10 et 12,5 ans (...)

Le défaut de 6 mm en coin de tubulure débouche entre 3 et 5 ans.

Naturellement, la dernière hypothèse, dite «sûre» par rapport à une hypothèse «réaliste», est celle qui doit normalement être prise en compte pour une bonne sécurité.

Comment réagit EDF ? Une note du 22 août 1979 précise :

(...)
«Des calculs préliminaires de propagation de fissures dans l'arrondi le plus sollicité, se sont avérés peu encourageants. L'application des méthodes d'évaluation des défauts de la section XI du code ASME, particulièrement conservatrices, aboutit à la nécessité de réparer des défauts importants dans les zones les plus critiques.

Dans ces conditions, la manière dont le problème est traité actuellement appelle trois remarques :

— aucune réparation n'est envisagée pour l'instant, qu'il s'agisse des cuves en usine ou sur site,

— l'examen des cuves TNI, DAI, GRI semble inévitable, mais aucune disposition ne paraît avoir été prise à ce sujet,

— un renforcement immédiat des moyens de contrôle en personnel et en matériel apparaît indispensable ».

(...)
Traduisons : le code de sécurité (code ASME) mis au point

par les Américains conclut à la nécessité de réparer. Et EDF décide de ne pas réparer ! Rappelons qu'il s'agit ici d'usines soit en voie de construction, soit déjà en fonctionnement. Et que pour ces dernières, on ignore tout de la réalité des fissures qu'elles comportent !

IL FAUT CONTROLER

L'histoire, pourtant, ne s'arrête pas là. Le 3 septembre, le Service des Mines de la région Bourgogne (où est située l'usine Framatome de Chalon-sur-Saône), adressé à la direction de l'entreprise une note où l'on peut lire notamment :

«Compte tenu de l'importance et de la complexité particulièrement grandes des divers problèmes posés par ces phénomènes de fissuration, il est nécessaire pour en apprécier la portée et décider des mesures à prendre à tous les stades, en usine, sur site, et en exploitation, d'avoir suffisamment des connaissances et des moyens matériels d'intervention (contrôles et réparations)

(...)
«Rappelant que ces fissures existent a priori sur les centrales en fonctionnement, ces évaluations par le calcul de la nocivité des fissures sont indispensables pour l'appréciation de la progressivité de leur évolution, pour l'interprétation des contrôles non destructifs effectués en usine, sur le chantier du site et en exploitation (inspection en service), et pour les décisions de réparation, et sont également particulièrement urgentes.

En somme, il faut pouvoir contrôler et réparer très vite, d'autant que des centrales déjà en marche fonctionnent avec ces défauts.

Qu'à cela ne tienne ! Après avoir pris connaissance de cette note, EDF, le 13 septembre, notifie les décisions suivantes :

Pour les tubulures de cuves, «les défauts affectent en majorité les tubulures de sortie (H), mais les tubulures d'entrée (G) ainsi que leurs congés de raccordement sont également affectés, bien que dans une moindre mesure. Aucun contrôle direct n'est possible pour le moment dans les congés des tubulures H.

La détermination précise de l'origine des défauts, qui relèvent du phénomène de fissuration à froid, fait l'objet d'études métallurgiques approfondies.

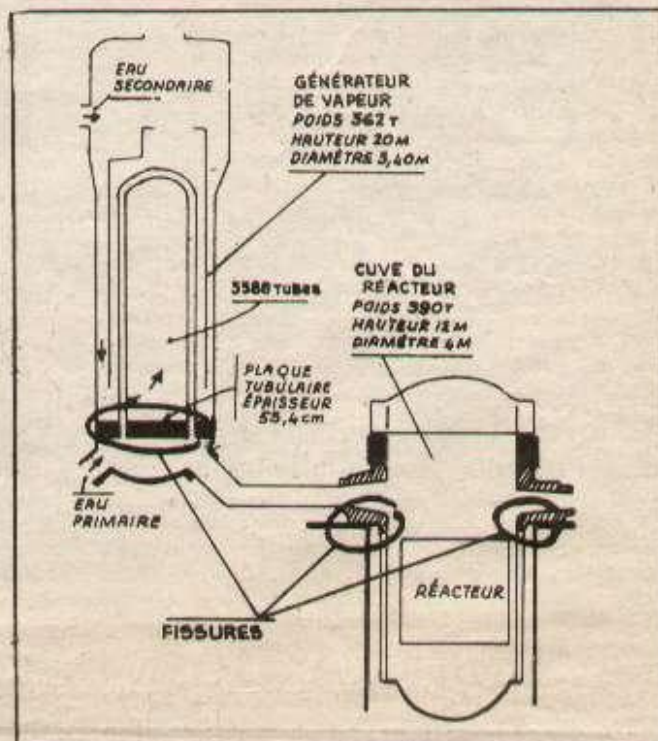
Diverses mesures de contrôle et de réparation sont envisagées pour les cuves en cours de fabrication. Mais, «parmi les cuves qui sont encore en atelier, nous souhaitons disjoindre le cas de la cuve C 15, dont le traitement thermique final a été effectué :

Pour lire ces documents

Le réacteur est l'endroit où se produit la réaction nucléaire, le «cœur» de la centrale. Il y circule en permanence une eau sous pression, dans un circuit appelé «circuit primaire», ou «primaire» tout court. Cette eau est hautement radioactive.

L'eau du primaire est amenée par une tuyauterie à un générateur de vapeur, où elle vient chauffer l'eau d'un autre circuit, le «secondaire», qui servira à faire tourner les turbines électriques. Les «tubulures» dont il est question sont la tuyauterie entre le réacteur et le générateur de vapeur. On appelle «congés» leurs raccords avec la cuve du réacteur.

Entre le «primaire» et le «secondaire», la «plaque tubulaire», pièce d'acier située à la base du générateur et percée de milliers de trous permettant la circulation de la chaleur entre les deux circuits.



en effet, les procédés de réparation à utiliser sur cette cuve seraient les mêmes que ceux, en cours de développement, pour les cuves déjà sur le site. Du fait qu'aucune investigation par élimination de défauts ne pourrait être faite en atelier dans l'immédiat, il nous paraît donc logique d'expédier cette cuve sur le site et de la rattacher au groupe ci-dessous, des cuves en cours de montage.

ON VERRA L'AN PROCHAIN !

Et en ce qui concerne les cuves en cours de montage sur le site, «les actions prioritaires concernent ici :

— la mise au point des équipements de contrôle, qui seront également ceux à utiliser au titre de la surveillance en exploitation.
— la mise au point des procédés de réparation.

(...)
Nous prévoyons que les équipements de contrôle US (palpeurs focalisés) seront opérationnels en avril-mai 1980, ainsi que les procédés de réparation.

En fonction des résultats des contrôles qui seront entrepris dès que les équipements seront disponibles, des décisions de réparations pourront être prises, suivant des critères qu'il est aujourd'hui trop tôt pour préciser. Ces critères auront en effet à tenir compte :

— de l'expérience de ce qui aura été fait en atelier... (...)

— de l'évolution des calculs et expériences destinés à mieux cerner la nocivité potentielle des défauts, vraisemblablement sur-estimée dans l'état actuel du dossier.

Pour les plaques tubulaires des générateurs de vapeur : un procédé de contrôle par courants de

Fouclaut avec sonde tournante est en cours de mise au point et sera opérationnel début 1980.

Un procédé de réparation locale sera disponible à la même date.

Dès que le procédé de contrôle sera disponible, nous effectuerons sur des générateurs de vapeur sur le site une campagne de contrôle dont l'étendue est à préciser, mais qui sera suffisante pour confirmer statistiquement qu'il n'existe dans les plaques tubulaires aucun défaut susceptible d'évoluer notablement, comme nous le pensons aujourd'hui en fonction des nombreux contrôles effectués en atelier sur plaques avant perçage.

Du fait que le nombre des réparations locales à effectuer nous paraît devoir être extrêmement faible, sinon nul et que le procédé de réparation sera adapté à l'exécution sur le site, l'expédition de générateurs de vapeur actuellement en atelier, et susceptible de présenter des défauts, nous paraît pouvoir se poursuivre sans inconvénient.

Enfin, pour les centrales en exploitation :

Nous effectuerons la mise au point de technique de contrôles non destructifs et de réparation pour les appareils des centrales en exploitation.

Autrement dit, il faut réparer, puisqu'on le fait sur les matériels en cours de fabrication. Mais on va monter sans les réparer les cuves déjà sur place, ainsi que la cuve C 15, terminée et qui reste à transporter. Et, si tout va bien, on commencera sur ces réacteurs et les réacteurs en marche à effectuer des contrôles... en avril 1980. Ce qu'EDF oublie de préciser, c'est qu'à l'heure actuelle, on ne sait pas réparer, au moins en ce qui concerne les tubulures de cuve !

LUTTES OUVRIERES

REPRISE VICTORIEUSE DU TRAVAIL AUX ARDOISIÈRES

Une grève offensive de plus de 3 semaines

Après 3 semaines d'une lutte longue et dure, les 1600 ardoisiers du bassin d'Anjou ont repris le travail lundi matin, aux termes d'un vote qui a dégagé une majorité de 81% pour la reprise. Cette grève qui aura marqué de par son caractère offensif l'histoire du mouvement ouvrier à Trélazé, demeure une des rares luttes dans la période qui a permis d'imposer des reculs au patronat.

C'est vendredi, lors de l'ultime assemblée générale que les résultats de l'entrevue avec les patrons ont été exposés à l'ensemble des ardoisiers par l'inter-syndicale : premièrement, en ce qui concerne la mensualisation, le délai de carence sera ramené de 10 jours à 3 jours, mais l'assurance qui est donnée qu'il pourra être supprimé en 1981, à condition que le taux d'absentéisme aux ardoisiers n'évolue pas défavorablement par rapport aux années précédentes. Le délai de carence en cas d'accident du travail sera supprimé.

L'indemnité complémentaire en cas de maladie ou d'accident du travail sera doublée et passera de 15 % à 30 %, donc l'indemnité totale en cas de brève maladie atteindra 95 % du salaire, alors qu'elle n'était que de 75 % avant. L'amélioration de la neutralisation des droits au congé a été obtenue pour les ouvriers récemment embauchés, alors qu'ils n'avaient rien auparavant. Ils ont obtenu un demi

mois de neutralisé pour ceux-ci.

L'indemnité de départ en retraite sera dorénavant portée à 3 mois de salaire, alors qu'elle n'était que de 2 mois auparavant. En plus il y aura paiement intégral des jours de repos à 100 %.

IL EST POSSIBLE DE FAIRE RECULER LES PATRONS

Ces résultats montrent d'abord une chose, c'est qu'il était possible aux ardoisiers de faire reculer leur patron. Certes ce que demandent les ardoisiers, c'est la suppression totale du délai de carence, ainsi que d'autres revendications, comme l'alignement sur les charbonnages, la réduction du temps de travail n'ont pas été obtenus. Mais il reste que ceci est un pas important dans la lutte par exemple en ce qui concerne la mensualisation. Car cela va permettre aux ardoisiers d'aborder le point le plus important de la mensualisation, c'est-à-dire la garantie de salaire

fixé. Cela constitue incontestablement une avancée.

Dans une période où le patronat affiche son intransigeance la plus totale face aux revendications ouvrières, les ardoisiers par leur détermination et leur unité ont prouvé qu'il était possible de faire céder le patronat. C'est déjà une première victoire, ce sont des acquis importants, qu'il nous faut populariser.

UNE GREVE DYNAMIQUE

Si on reprend l'histoire du mouvement ouvrier aux ardoisiers, il faut remonter assez loin pour voir une lutte d'ampleur comme celle qui vient de se dérouler. En 3 semaines, les événements n'ont pas manqué : 4 manifestations de masse dans le centre ville, avec blocage des boulevards, qui pour certaines ont duré toute la journée, qui ont vu successivement la participation des immigrés, des retraités et des femmes. Autant d'aspects intéressants qui sont apparus dans cette lutte.

L'occupation pendant plusieurs jours des dépôts d'ardoises d'Espagne, avec une participation massive des ardoisiers.

Troisièmement la formation d'un comité de soutien qui a pris diverses initiatives pour organiser le

soutien à la grève. Cela aussi est un aspect nouveau. La proposition de journées portes ouvertes aux ardoisiers, chose qui ne s'était jamais faite jusqu'ici.

C'est bien toutes ces initiatives, ces actions larges qui ont permis en fin de compte de briser l'intransigeance du patronat. La ténacité, la combativité des ardoisiers qui n'est plus à prouver, l'unité des travailleurs et des organisations syndicales ont joué un rôle décisif dans l'obtention de ces revendications, bien que certaines initiatives, de l'avis de certains ardoisiers auraient pu être prises plus tôt, l'occupation des dépôts d'ardoises d'Espagne, ou que certaines propositions ne se soient pas réalisées (occupations des bureaux, collectes à la sortie des entreprises).

Il n'en reste pas moins qu'à aucun moment de la lutte, les ardoisiers n'ont montré un signe de relâchement ou de lassitude. Comme le commentaient certains avant l'AG de vendredi « pendant 3 semaines, il y a eu tellement de choses qu'on a pas vu le temps passer ». Assurément cette mobilisation massive, sa combativité ont pesé d'une façon décisive dans la balance.

Correspondant ANGERS

Motobécane (St Quentin)

LES LICENCIEMENTS SONT DIFFERES...

Samedi, les grévistes de Motobécane se sont prononcés en majorité en faveur d'un protocole d'accord après trois semaines de grève. Celui-ci implique un blocage du boni à 125, alors qu'il était de 153 dans plusieurs secteurs. Le blocage entraînera une perte du pouvoir d'achat.

Tous les départs volontaires entre le 15 novembre et le 1^{er} janvier, seront assimilés à des licenciements économiques et déqualifiés en tant que tel du nombre d'ouvriers que le patron veut licencier...

Enfin les mutations à Pantin ne seront pas proposées seulement à 150 travailleurs, mais à tous ceux qui sont intéressés...

Vers le 15 novembre, le patron avisera sur la suite en fonction du nombre de départs volontaires et de mutations qu'il y aura eu d'ici là...

Le syndicaliste CFDT, que nous avons eu au téléphone, ne cachait pas que ce lundi, quand les ouvriers se sont rendus compte du réel contenu de l'accord, un grand nombre d'entre-eux voulait refermer les portes et repartir en grève...

D'autant plus que le patron exige que les heures de grève soient récupérées une heure par jour et le samedi matin !

Ce mardi le patron devait répondre au cahier de revendications que les syndicats avaient redéposés demandant que les heures de grève ne soient pas récupérées.

Il se peut que l'on reparte prochainement de Motobécane...

F.M.

● La CGT et la CFDT appellent à des arrêts de travail dans une vingtaine d'usines Thomson ce mardi.

clin (59) sont toujours occupées. Des délégués syndicaux d'Argenteuil étaient cités en référés lundi par le patron.

● A Vergongheon, aux usines Ducellier, les grévistes ont reconduit leur lutte pour la 6^e semaine. 400 frs d'augmentation, la réduction de la durée du travail et la suppression du rendement sont leurs revendications.

● La police lilloise a prévenu Nabil El Haggar en France depuis 7 ans, que sa carte de séjour ne serait pas renouvelée. Membre actif du Comité de Défense des Etudiants Etrangers l'étudiant avait joué un rôle important dans les mouvements de lutte universitaires lillois au printemps.

● Les usines Dassault d'Argenteuil et de Se-

CLIMAT DE LUTTE DANS LA LOIRE

Depuis plusieurs semaines, la tension monte à nouveau dans le département et les luttes s'y multiplient. Certaines viennent d'aboutir ces jours-ci à des succès et encouragent d'autant une extension des luttes.

C'est le cas à la SSCM de Saint-Etienne (augmentation de salaire, et annulation du licenciement d'un immigré), dans les transports stéphanois : CFVE, Ballay, Rivoire (de 100 à 200 francs, obtenu), chez Fortex, à Grand Croix (5% d'augmentation), chez Potin à Montbrison (6% et une prime de vie chère de 200 francs), chez Ato-Prosyn à St Chamond (1% de sécurité sociale payée par le patron)...

Encouragé à coup sûr par ces premiers succès, d'autres travailleurs sont passés à l'offensive : une grève dure est menée depuis le 8 octobre par les ouvriers surtout immigrés de chez Porcher au Coteau, près de Roanne. Mercredi 24 octobre, les grévistes occupaient la chambre de commerce de Roanne, et le jeudi 25 la Société générale (banque à laquelle l'entreprise est liée).

LES TRAVAILLEURS DES BENNES MAREL, LES HOSPITALIERS ET LES CHEMINOTS

Et aux bennes Marel, à Andrézieux, près de St Etienne, c'est depuis le 6 septembre que d'incessants débrayages partis du secteur tolène, exigent la revalorisation des salaires et de meilleures conditions de travail, sans faiblir face au développement de la répression. C'est même avec un bel entrain que les ouvriers solidaires de leurs camarades sanctionnés, vont pointer en brandissant des cartons jaunes, semblables à ceux que les arbitres infligent parfois aux joueurs de foot-ball au stade Geoffroy-Guichard !

Quand aux hospitaliers de St Jean Bonnefond, cela fait maintenant 2 mois qu'ils se sont mobilisés contre les ignobles économies faites sur la santé : suppression de radio pulmonaire et de bilans sanguins aux accidentés, diminution de lits et des services), et pour des effectifs et des moyens décents.

Même le personnel de la caisse d'épargne de St Etienne a été en grève pendant un mois pour obtenir notamment le paiement du 1% d'augmentation de sécurité sociale par l'employeur.

Et le comité d'usagers inspiré par Durafour n'a pu empêché cette fois encore les cheminots de Chateaufort de commencer la grève SNCF plus tôt que dans la région et de la finir plus tard aussi, pour l'aboutissement de leurs revendications d'effectifs et d'organisation du service.

Et l'on vient de voir les travailleurs d'Auxim à la Cheauvetière, décider jeudi 25 octobre l'occupation de leur entreprise contre l'accroissement des cadences et la suppression des avantages acquis, dont le 13^e mois.

LUTTE SUR DE NOMBREUX TERRAINS

Ainsi, c'est près d'une trentaine d'entreprises, qui, à des degrés divers, ont engagé l'action dans la Loire. On retrouve là la combativité qui s'exprimait l'an dernier à la veille des journées « La Loire veut vivre ».

Si on ajoute à cela le lancement d'une large campagne unitaire sur l'IVG (autour du planning familial, de la CFDT, de la FEN et de la CSCV), et une première mobilisation CGT-CFDT sur les lois Bonnet-Stolér, ponctuée déjà par un rassemblement populaire sur le marché immigré de Tarentaise, le 21 octobre dernier, on voit qu'un certain climat de lutte se crée effectivement dans la Loire, sur de nombreux terrains.

Le tout est que cela ne débouche pas prématurément sur une trop traditionnelle journée «fourre-tout» de protestation. Ce dont les travailleurs ont besoin, par contre, c'est d'un processus unitaire d'action coordonnée et d'une organisation concrète de la solidarité inter-professionnelle autour des secteurs déjà en lutte dans la période.

Tourné vers leurs camarades de Merlin Gérin et d'Aisthom, de nombreux travailleurs de la Loire semblent bien décidés à réunir les conditions d'un réel élargissement de l'action, sans étape artificielle.

Correspondant SAINT ETIENNE

Abonnez-vous au Quotidien du Peuple

4mois 100 F ☐
1 an 350 F ☐
Soutien 600 F ☐
..... F ☐

Nom (en capitale)
Prénom
Ville
Date

A renvoyer : BP 225 - 75 924 Paris cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte n° 668 J.

le quotidien du peuple

● Directeur politique Charles Villac
● Rédacteur en chef
et section luttes ouvrières Gérard Privat
● Rédacteurs en chef adjoints Marc Levigan,
Fabien Vaudois, Jean Lermet
● Section politique Nicolas Duvallois
● Section internationale Jean-Paul Gay
● Section informations générales Monique Chéran
● Secrétaire de rédaction Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J
CCPN° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES

Le plan de démantèlement vient d'être rendu public

Une vieille coopérative

L'A.O.I.P. a connu un très fort développement lié au programme de développement des télécommunications financé très largement par l'Etat depuis 1975. Elle s'est très nettement agrandie à l'ombre des PTT qui assurent 85 % de ses débouchés. En plus de l'usine de Paris et de ses annexes (2 400 personnes), elle s'est implantée en Bretagne, à Morlaix (700) et Guingamp (1 200), puis à Béziers (180) et Toulouse (50).

La particularité de l'A.O.I.P. est d'avoir conservé son statut de coopérative. Ses traditions fouréristes expliquent qu'un tiers des salariés soient propriétaires à 98 % de l'entreprise.

Ces mêmes traditions sont à l'origine des avantages acquis pour le personnel : dès 1905, journée de 8 heures, institution de l'horaire souple en 1907, la semaine de cinq jours et demi en 1913, la semaine de congés payés dès 1925, ainsi que de nombreux avantages sociaux dont la sécurité de l'emploi et des avantages de retraite.

Il faut aussi signaler la tradition syndicale. L'AOIP fut créée par des ouvriers CGT ; l'appartenance à ce syndicat était obligatoire jusqu'à la scission de 1947 avec FO. Dans l'ensemble, le taux de syndicalisation resta fort jusqu'à ces dernières années où l'hégémonie de la CGT (largement dirigée par le PCF) subira les contre-coups de la création de sections CFDT dans deux usines, mais aussi d'une apathie croissante du personnel. « A quoi bon les syndicats, on n'a pas besoin de lutter puisqu'on est propriétaire ».

Mais le capitalisme...

C'était sans compter sur la mutation technologique des télécommunications, ni la volonté de la bourgeoisie.

- Mutation technologique d'abord. De façon accélérée, la commutation électronique remplace aujourd'hui l'électromécanique. Les conséquences sur l'emploi sont évidentes puisque, à même volume de production, le temps de travail est divisé par quatre par l'introduction des centraux électroniques.

Cela supposait donc, soit une diversification de la production, soit un accroissement considérable de la part de marché de l'Etat.

- C'est ici qu'intervient la volonté politique des pouvoirs publics de démanteler l'AOIP. Pourquoi ?

Tout d'abord, le choix est fait d'accélérer le passage au tout électronique. Prévu initialement pour 1985-1990, l'échéance est ramenée à 1981. La raison en est simple. Dans l'état actuel de crise, les PTT réduisent considérablement les investissements : l'électronique paraît moins coûteuse. D'autre part, l'im-

A.O.I.P. : Association des Ouvriers en Instruments de Précision. Créée en 1896, c'est aujourd'hui une des premières coopératives de production du monde. 4 600 ouvriers, cinq usines en France, elle est spécialisée dans la construction de centraux téléphoniques dont elle couvre 15 % du marché français.

Faudra-t-il bientôt en parler au passé ? C'est en tout cas la volonté des pouvoirs publics sous l'égide desquels un plan de démantèlement vient d'être rendu public. Objectif : rayer de la carte l'A.O.I.P. Pourquoi ?



A.O.I.P. : LES TROIS COUPS

Par Jean JAULIN

Faire payer l'AOIP

Les conséquences de ces choix auront des répercussions évidentes : dans les prochaines années, 18 000 emplois doivent être supprimés dans la téléphonie sur 90 000 salariés que compte la profession. Les calculs du CNET (Centre National d'Etude des Télécommunications) sont encore plus radicaux : 32 000 emplois seraient menacés dans les prochaines années.

On comprend de la sorte que les PTT aient décidé de s'attaquer à l'AOIP. C'est la plus gênante d'abord du point de vue des avantages du personnel. D'autre part, c'est la plus petite des quatre grands groupes français (Thomson, CIT-Alcatel et SAT).

Cependant, la principale raison tient à la volonté actuelle des capitalistes de concentrer au maximum les entreprises de la téléphonie autour des deux plus grands monopoles. Thomson, appuyé par Giscard, et CIT-Alcatel (CGE), appuyé par Chirac. « Car l'argent, eux, ils n'en ont pas manqué ces dernières années ! »

Le gouvernement avait toutefois promis l'an dernier, par la voix de Norbert Segard, qu'il n'y aurait aucun licenciement dans le secteur. La bourgeoisie d'affaires n'y croit guère, mais on ne tient pas en haut lieu à recommencer l'opération sidérurgie. Le secrétaire d'Etat a été jusqu'à promettre à la TV que « tous les salariés en trop trouveront immédiatement une place... aux PTT » !

D'où l'actuel plan de démantèlement qui ne comporte sur le papier aucun licenciement (cf. encart).

Les syndicats ne se font pourtant aucune illusion sur les objectifs véritables du plan actuel, ni sur les conséquences prévisibles.

Alors quoi faire ? Lutter, mais comment ? Quelles propositions faire ? Quel avenir ?

Quels objectifs ?

Là-dessus, les sections CGT et CFDT sont divisées. Un peu de la même façon que dans la sidérurgie, on retrouve l'optique contre-plan de la CGT : « l'AOIP peut vivre ». Et l'optique cédétiste : « pas un seul licenciement ». Écoutons les plutôt :

Pour la CGT, « l'A.O.I.P. doit vivre avec ses 4 700 salariés. Il faut donc imposer une solution industrielle garantissant l'intégrité de l'A.O.I.P., l'emploi pour tous. Pour cela, il est nécessaire :

- d'impulser un nouveau dynamisme à la coopérative ;
- d'obtenir une aide financière importante de l'Etat ».

Dans cette optique, la CGT a soutenu un embryon de contre-plan effectué par les sociétaires. Or, non seulement ce contre-plan n'est guère crédible pour l'instant, mais personne ne veut en entendre parler à la direction de l'entreprise, ni au ministère.

En face, la CFDT met en avant les revendications suivantes : « Maintien de l'emploi pour tous, des avantages acquis et des salaires, continuation du paiement de la retraite AOIP... la CFDT a estimé dès le début que la solution de « non au démantèlement » n'était pas réaliste car elle est convaincue qu'on ne peut pas s'opposer aux restructurations dans le système capitaliste, ou alors, il faudra nous le prouver... Est-ce que ça veut dire

qu'il faut accepter le plan actuel ? Certainement pas. Il faut faire aboutir des revendications très importantes pour que dans le cadre du démantèlement, la Thomson, la CIT et l'Etat s'engagent résolument à garantir l'emploi et les avantages acquis. Ces revendications coûtent sûrement aussi cher que le non-démantèlement. Mais elles peuvent aboutir. Puisque les trusts veulent le quota AOIP, qu'ils paient ».

Que pensent les salariés de ces deux solutions ?

D'abord, si l'idée d'un contre-plan l'emportait largement il y a un an - notamment parmi les sociétaires - cette perspective apparaît de moins en moins crédible vu le rapport de forces qu'il faudrait constituer non seulement à l'AOIP même, mais aussi dans l'ensemble de la téléphonie.

Pour autant, les idées de la CFDT, qui font leur chemin (y compris au sein d'une partie de la CGT) n'ont pas la faveur de la majorité des salariés. Elle a - et c'est déjà beaucoup - permis que s'instaure un débat sur ce qu'il est possible d'arracher.

Un premier pas : engager la lutte

Mais dans le trouble actuel que vient de susciter la signature d'un protocole d'accord par la direction de l'AOIP, la question décisive est désormais : peut-on lutter et comment ? Là-dessus, les deux syndicats convergent.

Depuis un an, les travailleurs de l'AOIP savent que « là-haut, on a décidé d'en finir avec elle ». Ils ont dans chaque entreprise mené suffisamment d'actions pour que la presse parle d'eux. A Guingamp et Morlaix, dont la population est directement concernée, des actions dures et de masse ont eu lieu : blocage de la ville, séquestration, interruption d'un match de foot à Guingamp, etc. A Paris, de très nombreuses manifestations ont eu lieu devant le ministère avec la présence des travailleurs d'Evry... « mais Segard fait le mort ».

Aujourd'hui, le plan de démantèlement tombé sans qu'aucune garantie n'ait été arrachée, un vent de division a commencé à voir le jour. D'abord entre Paris et la province : « Certains disent que les usines rachetées par Thomson et CIT seraient moins menacées ». Et puis entre sociétaires et non-sociétaires. Ceux qui ont versé depuis plusieurs années 5 % de leur salaire ont peur du dépôt de bilan car ils ne reverraient jamais la couleur de leur capital. Or les trusts et l'Etat font le chantage : « Si les salariés n'acceptent pas le plan, c'est la faillite ».

Innover

Les syndicats CGT et CFDT sont pourtant clairs. Il faut lutter, ce plan est inacceptable. A la CGT, on fait un bilan critique des actions traditionnelles menées dans le passé, on reconnaît la nécessité d'une unité entre les syndicats, la nécessité d'actions dures, la nécessité de porter la lutte dans toute la branche. Mais les militants se demandent s'il n'est pas trop tard. Mercredi dernier, la majorité du personnel de Paris a refusé l'occupation par 527 voix contre 400. Et puis la bourgeoisie a su prévoir « finement » les licenciements dans la téléphonie, isolant secteur par secteur sans que les fédérations syndicales devancent le mouvement.

A la CFDT, on ne baisse pas les bras. On reconnaît qu'il sera dur de remonter la pente : « Cela suppose de nouvelles formes de lutte associant vraiment la majorité du personnel qui doit se sentir concernée quite à revenir dans un premier temps à des actions atelier par atelier ». L'échéance est dans le cours du mois de décembre. Là, l'assemblée des sociétaires sera appelée à se prononcer définitivement.

Il reste donc un mois. Rien n'est perdu. Déjà, sur Paris XIII*, des propositions pour élargir la lutte germent.

Le plan de démantèlement : « Bidon la garantie de l'emploi ! »

Ce n'est pas en deux, en trois ni en quatre que serait coupée l'AOIP, mais en cinq :

1. Guingamp serait reprise par la CGE (CIT).
2. Morlaix par la Thomson.
3. Constitution d'un premier G.I.E. (*) (C) regroupant 900 travailleurs qui en majorité ne sont pas productifs (?)
4. Constitution d'un deuxième G.I.E. (D) chargé de l'étude et de l'industrialisation de l'URA 2 G (système particulier de connexion de lignes aux centraux électroniques).

Mais dirigé par Thomson et CIT (de même que le premier G.I.E.). Rien sur le maintien des avantages acquis ni du statut du personnel.

5. Une « AOIP-bis » avec un effectif d'un millier de personnes mais dont personne ne voit sérieusement l'activité future puisque le protocole prévoit une clause de « non concurrence » avec Thomson et CIT. Que reste-t-il ?

(*) G.I.E. : Groupement d'Intérêt Economique. Sa nature juridique est d'être une société provisoire chargée d'effectuer une production précise et limitée dans le temps, selon les termes du contrat ici deux ans. Mais à n'importe quel moment le G.I.E. peut être démantelé. De plus, à l'échéance du contrat, tout est liquidé y compris le personnel.

LUTTES OUVRIERES

Mardi, à l'appel des métaux CGT et CFDT, les travailleurs grenoblois manifestent. Nul doute qu'à cette occasion les 7 000 travailleurs actuellement en grève sur Grenoble affirmeront avec force leur volonté de gagner sur leurs revendications et de faire céder le patronat grenoblois.

Beaucoup de travailleurs et de syndicalistes auront à cœur que cette journée de mardi et la manifestation soient une nouvelle étape

dans la construction du rapport de forces, un tremplin pour l'extension de la lutte à d'autres usines, à d'autres secteurs.

C'est à cette condition qu'elle jouera pleinement son rôle ; d'autant plus que les coups fourrés du patronat local et de Merlin Gérin sont à craindre !

Lundi matin, de nombreux syndicalistes le disaient «les gars sont

gonflés à bloc». Ce puissant mouvement gréviste sur Grenoble, les exigences de démocratie qui apparaissent chez les travailleurs et dans les différentes commissions des usines occupées, cette volonté de lutter pour gagner et sans attendre, tout cela prouve à l'évidence que les choses ont bien changé...

Comme à Belfort, des pages d'histoire ouvrière de l'après 1978 sont en train de s'écrire ici.

Sachons les lire.

L'EVEIL INATTENDU DES TRAVAILLEURS DE MERLIN GERIN

De notre envoyé spécial Michel BERTEL

Des syndicalistes nous l'ont répété : la grève et l'occupation de la presque totalité des usines Merlin Gérin a surpris. A la fois les travailleurs, comme leurs organisations syndicales. Depuis 1972, il n'y avait pas eu de lutte d'ampleur, et jusqu'à aujourd'hui, la situation politique (période électorale, etc...) n'avait pas contribué à renverser la vapeur. Du coup, beaucoup de gars de Merlin Gérin baissaient les bras. «C'était la déprime», nous dit une militante CFDT de l'usine M. Accompagnée souvent d'une grogne ou d'un découragement vis-à-vis des syndicats, «ils ne veulent pas lutter, entendait-on dans les ateliers», ajoute-t-elle.

«Pourtant, on a assisté à un réveil brutal et inattendu des gars de Merlin Gérin». D'une classe ouvrière grenobloise que certains estimaient amorphe, on s'aperçoit aujourd'hui qu'elle est toujours là, capable d'une grande offensive, d'une grande combativité.

Des signes précurseurs

Bien sûr, ces derniers mois,

après l'échec de la gauche en 1978, les travailleurs grenoblois ont subi le contre-coup de l'attentisme électoral, des mobilisations presse-bouton, des manifestations-processions. «Les travailleurs étaient désespérés, démunis... Il y avait une perte de confiance dans la lutte... Même des syndicalistes qui, aujourd'hui, sont à la pointe voulaient quitter l'usine... Il y avait des tas d'idées pessimistes sur nos capacités de lutte» nous confie cette militante de M.

Mais certains signes précurseurs indiquaient l'offensive d'aujourd'hui : à la rentrée, même si dans certaines unités Merlin Gérin, la semaine d'action CGT de début septembre fut un fiasco, dans certaines autres (par exemple dans le secteur nord) des actions se sont déroulées. «A la rentrée», dit cette militante, «les travailleurs attendaient que les syndicats fassent quelque chose».

Une plate-forme mobilisatrice

Ensuite, les choses sont allées très vite : une plate-forme commune CGT et CFDT est adoptée

reprenant pour l'essentiel les aspirations des travailleurs : augmentation uniforme de 200 francs pour tous, 1300 francs de prime de rattrapage, un salaire mini de 3150 francs. Dans la foulée de l'accord interconfédéral, CGT et CFDT, cette plate-forme revendicative unitaire a effectivement favorisé le mouvement de grève. D'ailleurs, un militant de la Sescosem estime «les travailleurs étaient contents, il y avait enfin unité syndicale».

L'annonce par la direction de la suppression de 200 emplois à l'usine S, soit la moitié du secteur, la réduction de 10% des effectifs dans les services généraux, cela ajouté au départ de plusieurs fabrications à Metz, Alès, en Italie, etc..., a également précipité les choses : l'emploi n'était plus garanti et Merlin Gérin avait annoncé la couleur en 1976 dans une déclaration cynique et révélatrice : «Nous devons implanter des usines dans les pays en voie de développement où la main d'œuvre accepte et acceptera pendant longtemps encore des bas salaires» ! On comprend aisément l'inquiétude des travailleurs de Merlin Gérin après un tel aveu.

3^e SEMAINE DE LUTTE POUR LES GARS DE MERLIN GERIN

3^e semaine de lutte pour les gars de Merlin Gérin. Autant que ceux de Rhône-Poulenc ou pour les mineurs de la Mure. Piquets de grève à la Thomson, débrayages à Neyric et Eurotungstènes. Devant l'ampleur du mouvement gréviste à Grenoble, on peut s'interroger sur ses causes. Bien sûr, il n'y a pas de lien mécanique entre le départ en lutte de ces différentes usines. Mais beaucoup de caractéristiques communes se dégagent.

Détermination importante

Quand un ouvrier de Merlin Gérin indique «la décision d'occuper a été prise avec intransigeance», quand les filles de la Sescosem parlent de faire enfin des «actions efficaces», quand au cours de la manifestation combative des Merlin Gérin, il y a plusieurs jours, les gars scan-

daient «on doit gagner», quand il est clair dans la tête de tous «qu'il faut lutter pour gagner», comment ne pas comprendre qu'il s'agit là d'un désir évident d'être à l'offensive, de ne pas se laisser enfermer dans le cycle des journées d'action, et de se donner réellement les moyens de faire céder le patronat ?

Le nombre important de travailleurs aux différents piquets de grève, les commissions qui se mettent en place dans les usines occupées, participent de la même détermination. L'exemple de cet ouvrier de S, critique envers les syndicats, mais qui a aussitôt rejoint le mouvement, conscient de son rôle et de la nécessité que tous s'investissent à fond dans la grève, cet exemple est significatif.

Les initiatives de la base

Tout n'est cependant pas réglé ; des problèmes importants

demeurent. Ceux de renforcer la cohésion du mouvement à Merlin Gérin, d'œuvrer à une réelle démocratie pour libérer toutes les initiatives, et surtout, au-delà de la nécessaire solidarité entre les usines en grève, de constituer un rapport de force solide permettant à tous de gagner.

Une militante CFDT de l'usine N estime «qu'il y a une réelle poussée des travailleurs à prendre des initiatives, ce que les syndicats sont bien obligés de prendre en compte». Opinion partagée par pas mal de grévistes à l'usine L par exemple, qui nous ont dit : «Ici, c'est la base qui a des initiatives». Ou à l'usine S, où les premières commissions d'animation de la lutte ont été mises en place. Et dans l'ensemble, un souhait des travailleurs d'aller dans d'autres usines, rencontrer d'autres gars, s'enrichir des acquis etc... Cela reste encore à concrétiser, des inégalités entre les usines demeurent, mais la volonté est très réelle.



Merlin Gérin : 18 usines dispersées tout autour de Grenoble. Des lettres d'alphabets les désignent. En ce début de semaine (la troisième de lutte), toutes sont occupées. Merlin Gérin, «c'est la classe ouvrière grenobloise, une sorte de Renault». Alors, quand Merlin Gérin s'enrhume... Comme nous le dit un ouvrier, «ici, tu as soit un gars de ta famille, soit un copain qui y travaille». Alors, Merlin Gérin en lutte, cela a son importance !

Les 8000 travailleurs fabriquent de l'appareillage électrique et électronique, du matériel médical, des appareils de contrôle pour le nucléaire, etc. Le journal patronal de Merlin Gérin, tiré sur papier glacé et luxueux, est composé de titres du genre «Entreprise grenobloise à vocation multinationale» ou bien «entreprise en bonne santé...» C'est dire les immenses profits que réalise ce groupe, contrôlé par le baron Empain, sur le dos des travailleurs grenoblois !

Regroupé dans 3 secteurs, le nord, le sud-est et le sud-ouest, les différentes usines Merlin Gérin sont inégales : l'usine A — la plus importante — c'est 1300 personnes dont 550 ouvriers. Les autres unités regroupent entre 200 et 500 personnes. Caractéristique de Merlin Gérin : pour 3500 ouvriers, il y a là à peu près autant d'employés, de techniciens ou de dessinateurs. Les ouvriers professionnels sont en majorité 2400 pour environ 580 O.S.

Et comme nous le rappelait un gréviste de l'usine L, c'est Merlin Gérin qui donne un peu l'orientation des salaires. «Alors quand ceux de Merlin Gérin sont bloqués, cela veut dire qu'ailleurs, ce sera pire».

LUTTES OUVRIERES

3 semaines de lutte avec Alsthom de Saint-Ouen. 3 semaines de lutte où — fait important — différentes structures de débat ont été mises en place : comité de grève, commissions. Ce n'est pas un hasard : elles répondent à ce qui est aujourd'hui une caractéristique importante de ce mouvement : l'aspiration à la démocratie.

«Dès le départ du mouvement», dit un militant, «on a noté ce désir de démocratie non seulement dans les syndicats mais aussi chez les non-syndiqués ; d'ailleurs, certains n'ont pas attendu et se sont mis à prendre en main dès le début différentes tâches : participation aux piquets, aux collectes, aux gardes de nuit, etc.»

L'exigence importante de démocratie, le fait que cette question soit abondamment discutée aux piquets, à la cantine le midi, allait d'ailleurs amener les syndicats, d'une part, dès les premiers jours, d'autre part, au cours de pas moins de trois assemblées générales successives à aborder le problème. Assemblées générales d'où ressortait la décision de créer entre autre un comité de grève.

VOLONTE DE PARTICIPATION

Confirmant leur désir, la réponse des grévistes ne s'est pas fait longtemps attendre ; quelques jours après la décision de mettre en place le comité, c'est plusieurs dizaines d'ouvriers qui se sont présentés pour y participer alors qu'il avait été décidé primitivement de limiter leur nombre à 25, paritaire avec les syndicats.

Déjà, lors des assemblées générales du personnel, militants syndicaux et travailleurs s'étaient battus pour arriver à ce chiffre de 25, certains défendant l'idée selon laquelle le nombre de travailleurs devait être limité à 20.

L'importante réunion du comité de grève de la semaine dernière qui a, entre autre, discuté de la conception à avoir du travail de popularisation, a vu cette fois la participation de près de 50 travailleurs. «On ne pouvait quand même pas, même si certains l'avaient voulu», dit en riant ce syndicaliste, «empêcher les ouvriers venus d'abord en curieux, de rentrer sous prétexte que le chiffre de 25 était atteint !».

«Chose significative, note un autre, parmi les travailleurs présents, on a vu des gars qui, au départ, étaient contre l'occupation, qui sont venus voir par curiosité ; aujourd'hui, ce sont des gars qui ont des responsabilités à différents niveaux : comité de grève, commissions !»

LE BILAN DE 1977

Certains, selon des ouvriers, qualifieront l'initiative d'un comité de grève d'antisindicalisme. La pratique a montré qu'un tel point de vue, qui aboutissait à tenir à l'écart des décisions, les travailleurs non syndiqués par exemple, n'était pas conforme à la réalité :

Antisindical, le comité de grève alors que massivement, les travailleurs en assemblée générale, donc y compris les non-syndiqués, ont repoussé nettement le point de vue selon lequel des sections syndicales «n'avaient rien à faire» dans un tel comité ?

Antisindicales les commissions alors que les travailleurs syndiqués sont loin d'être les derniers à y participer et que nombre de militants syndicaux

ont mené la bataille active pour la création de ces structures ?

«Il n'y a pas d'antisindicalisme chez la plupart de ceux qui participent au comité de grève», note ce délégué CGT ; «on voit bien que la plupart se rendent compte du caractère indispensable du syndicat, par exemple du point de vue organisationnel, pour coordonner la lutte des trois usines du site de St Ouen (Alsthom Unelec, Signaux, CGEE) et plus largement, coordination nécessaire si on consta-

teurs ne font que tirer le bilan — c'est très net — de la dernière grande grève, celle de 1977 où il n'existait qu'une intersyndicale, où les travailleurs ne participaient pas : au bout de 11 semaines de grève, les syndicats unis jusque là, se sont divisés ; les travailleurs ont repris le travail, sans rien ; ainsi s'explique la création du comité de grève : nombre de travailleurs pensent qu'en étant présents régulièrement lors des débats, ils peuvent empêcher la division de boutique stérile».

DE CE POINT DE VUE
LES CHOSES ONT
EFFECTIVEMENT
AVANCEES

Le comité de grève empêche de telles tentatives : «Dès qu'un gars tente de mettre en avant un

«Les gars qui passaient leur temps à dire «il faut faire une occupation sage, pas trop animée, il ne faut pas peindre ou dessiner sur les murs ; il ne faut pas faire ceci, cela... car ce n'est pas légal», on ne les voit plus au comité de grève. Leur manière de faire a pu être isolée, vu que les travailleurs avaient la possibilité de donner leur point de vue. Il leur est désormais difficile d'imposer leurs conceptions. De toute façon, tout ce qu'ils peuvent rabacher à ce sujet, tous les travailleurs s'en foutent, alors on passe à autre chose».

LES DONNEURS DE LEONS
SONT EGALEMENT TENUS
EN RESPECT

«On a vu des gars commençant leur discours par «les ou-

1977, disent certains gars, on a débrayé une heure par jour durant 11 semaines ; moi, je ne voulais pas aller plus loin ; aujourd'hui, on va occuper et je me rends compte qu'il faudra peut-être bientôt aller encore plus loin.» «Cette évolution, on la note, y compris depuis le début de la grève elle-même au niveau de la légalité, par exemple : tu aurais dit, il y a quinze jours, à des gars «on va mettre le patron dans une cage», ils t'auraient dit «ça va pas, non ?» Aujourd'hui ? Vendredi dernier, on a «retenu» le patron d'Alsthom Unelec, place de la mairie ; beaucoup de gars disaient «c'est bien, mais la prochaine fois, il rentre dans la boîte et il n'en sort plus».

UNE PLUS GRANDE
CONSCIENCE DES TÂCHES
A ACCOMPLIR

Autre signe d'une meilleure compréhension des tâches importantes que nécessite une lutte victorieuse aujourd'hui : le fait que l'on note près d'une centaine de travailleurs qui occupent chaque nuit, ce qui est important, selon les syndicalistes ; le fait aussi que sur 24 heures, c'est près de 400 travailleurs qui viennent au minimum rendre une visite à l'usine, et parfois aider.

La conscience qu'il faut des moyens sérieux pour gagner aujourd'hui, amène d'ailleurs une frange de travailleurs au-delà des simples militants syndicaux, à une réflexion intéressante sur les moyens de la lutte. «Ainsi, note ce syndicaliste sans discussion avec les dizaines de travailleurs au sein du comité de grève ou des commissions, il est net que le débat sur «quelle popularisation aujourd'hui à l'Alsthom» n'aurait pas été si loin ; rappelons que ce débat a abouti à la conclusion que la popularisation ne peut plus se mener n'importe comment, mais doit se faire en fonction des tâches immédiates de la lutte ; une d'entre elles étant d'empêcher la mise à exécution de la décision d'expulsion. En conséquence, la popularisation doit se faire d'abord à St Ouen, en direction des travailleurs et de la population».

Tout cela ne veut pas dire que le débat d'idées, et donc les hésitations, les idées défaitistes n'existent pas chez les travailleurs. Mais là encore, le rôle des syndicalistes combattifs au sein du comité de grève est important pour imposer la voie de la lutte. «Pour cela, il ne faut pas hésiter à aller là où sont les travailleurs, pour les mobiliser, raconte cet ouvrier, c'est ce que nous — la commission solidarité — avons fait en organisant une assemblée générale, à la cantine». Des travailleurs présents ne voyaient pas forcément quelles tâches entreprendre pour renforcer le rapport de force, pensant même pour certains que le fait d'être en grève suffisait à faire céder Alsthom.

«On a été les voir donc, raconte un militant, en expliquant l'enjeu du mouvement : perdre sur nos revendications, c'est aussi avoir une répression d'ampleur dans les mois qui viennent. Résultat ? Alors qu'au niveau de la commission solidarité, on était jusqu'ici entre 7 et 20, on s'est retrouvé après la première assemblée générale, 40 pour effectuer un travail de popularisation à Renault St Ouen le jeudi».

Par
Richard
FEUILLET



Alsthom Saint-Ouen QUAND LES TRAVAILLEURS PRENNENT EN MAINS LEUR LUTTE

te que, après 3 semaines de lutte, si on a fait mal au trust, c'est encore loin d'être suffisant».

«Ce n'est donc pas par antisindicalisme que les travailleurs fondamentalement sont dans les structures dont on parle, mais pour pouvoir participer plus activement aux différentes tâches que nécessite l'occupation, par exemple, aux côtés de leurs délégués. C'est une bonne chose et le comité de grève en plus, selon moi, est un excellent apprentissage des responsabilités pour un travailleur ; j'irai même plus loin en disant que ça peut être une première étape vers la syndicalisation et la prise de responsabilité dans les syndicats, CFDT ou CGT d'ailleurs, il ne s'agit pas d'une question de boutique», conclut ce délégué CGT.

«Il n'y a pas de parti pris contre les syndicats», confirme un syndicaliste CFDT. «Pour comprendre ce désir de démocratie, il faut bien comprendre l'histoire de la boîte : les travail-

peu trop son organisation, note ce syndicaliste CFDT, il y a aussitôt trois gars minimum qui se lèvent, lui signalant «qu'ils n'en ont rien à faire». D'ailleurs, il y a une telle aspiration à l'unité chez de nombreux militants CGT et CFDT qui veulent faire avancer la lutte, que ceux qui voulaient tirer la couverture à eux, sans s'occuper de faire des propositions n'y arrivent plus !»

En désespoir de cause, isolés, ces irréductibles, sont d'ailleurs récemment disparus.

NON AUX QUERELLES DE
BOUTIQUE

Le fait que les travailleurs, nombreux parmi les plus combattifs, puissent participer, aux côtés des syndicalistes désireux de lutter, à part entière aux débats, permet également de mieux isoler et combattre les points de vue selon lesquels «il ne faut pas aller trop loin», point de vue bien souvent partagé d'ailleurs par ceux-là même qui sont préoccupés de mettre en avant tout leur sigle.

vriers doivent savoir que...» ou «les travailleurs ne doivent pas oublier que...». Désormais, avec le comité de grève, dès qu'un discours de ce genre est tenu, tu as dix gars qui se lèvent et qui disent «y'en a ras le bol des discours». Avec des structures de débat large où les travailleurs peuvent participer, ils peuvent juger sur pièces les propositions !», raconte ce militant syndical.

Les partisans d'actions timorées, traditionnelles, ont d'autant plus de mal à faire passer leur point de vue, qu'au sein du comité de grève ou des commissions, tout point de vue doit être confronté à l'avis des travailleurs, chez lesquels on note — autre caractéristique du mouvement — une conscience bien plus grande qu'avant, que ce n'est pas avec des actions traditionnelles que l'on peut faire céder aujourd'hui le patronat : «Beaucoup de gars», notent ces syndicalistes, «font le bilan des grèves passées et disent «il faut aller plus loin» ; cette évolution est constante depuis 1977 ; en

LUTTES OUVRIERES

Alsthom Belfort

TABLE RONDE AVEC DES GREVISTES

Vendredi 26 octobre : cinquième semaine de grève avec occupation. Où en est la lutte ? Comment a progressé la prise en main par les travailleurs de la lutte ? Comment voient-ils la poursuite de l'action ? Le *Quotidien du Peuple* s'est entretenu de ces questions avec les travailleurs des piquets, au retour d'une de ces actions qui montrent la réelle mobilisation de ceux qui participent activement à l'occupation des portes : après avoir bloqué l'avion au départ de l'aéroport de Fontaine, puis le «Zurich Paris» pendant une heure, une «haie d'honneur» était réservée aux quelques cadres revenant de Paris le soir : 50 grévistes s'étaient donnés rendez-vous à l'aéroport pour accueillir sous les quolibets ces ardents serviteurs du patron.

Malgré la durée du conflit, la détermination est toujours bonne :

— Il y a actuellement des réunions dans les différents secteurs réunissant les bureaux, les mensuels, où les gens sont convoqués soit par téléphone, soit pas les chefs qui vont directement à la maison, il ressort que les gars convoqués sont en majorité déterminés à continuer en disant «il faut que la direction négocie, et il n'est pas du tout question de libérer» l'usine.

De nombreuses actions de popularisation ont déjà eu lieu, manifestation, la radio, journée ville morte. Elles ont marqué dans la région que le soutien à la lutte des travailleurs de Belfort, de toute une population ne se dément pas, à preuve la manifestation de la semaine dernière qui a vu une participation sans précédent. D'énormes choses restent à faire dans ce domaine de la popularisation et des initiatives sont en préparation, mais c'est la manifestation de mardi à Paris, à laquelle beaucoup participeront (un train spécial est prévu), qui suscite beaucoup de questions.

— Notre place actuellement est dans la région plus qu'à Paris. Qu'est-ce qui a été fait dans la région ? A Mulhouse, pas grand chose ; à Besançon peu d'informations ont été faites ; je n'ai pas vu une seule affiche... ; qu'est-ce qu'on a fait avec les autres boîtes ? Est-ce qu'on prend contact avec les autres boîtes pour essayer de les entraîner ? Il y a quand même eu Citroën, qui a profité de notre conflit pour se mettre en grève, et ils ont gagné. Et je pense que si nous nous donnions les moyens pour être sans arrêt auprès des différentes boîtes, que ce soit des petites ou des grosses, sans parler de Peugeot, parce que je pense qu'à l'heure actuelle c'est difficile de les mobiliser, mais par exemple les sociétés de transport, comme Gondran et Danzas, elles partiraient.

— Pour les actions, je crois que l'on est beaucoup trop gentil : ça fait trois fois que l'on bloque l'«Arbaleste», (train) trois fois qu'on bloque Fontaine (l'aéroport) ; on ne peut pas se contenter de grandes manifestations même si c'est important.

L'ORGANISATION DE LA GREVE

La problématique du renforcement de la grève, c'est celui de son organisation et de la prise en main, par de plus en plus de grévistes, de cette organisation.

Un pas a été fait en ce sens : des délégués des piquets peuvent participer à l'Intersyndicale ; mais le résultat n'est pas immédiat comme le notent ces travailleurs.

A l'heure actuelle, il y a une bonne chose : les différentes portes ont un représentant à l'Intersyndicale, mais quel pouvoir réel ? Qu'est-ce qu'ils peuvent proposer, qu'est-ce qui est accepté et qu'est-ce qui est fait par la suite ?

— Nous, à notre porte, certains en ont eu ras le bol parce qu'on ne les écoutait pas ; quelqu'un descend à l'Intersyndicale pour expliquer les problèmes qu'ont les travailleurs d'une porte et on ne les écoute pas ; Ça n'incite pas les autres à y retourner.

— M., délégué syndical : Mais si l'Intersyndicale n'avance pas, c'est à cause de quoi ? On ne veut pas reconnaître non

plus le travail qu'elle fait.

Pourtant, trop souvent, les délégués des piquets s'entendent dire «il y a plus urgent» ou «tu n'as pas vu tous les aspects du problème». Cela risque de décourager ceux qui se sont révélés à travers cette grève ? N'a-t-on pas aussi trop entendu cette phrase «au nom de quoi critiquez-vous, vous êtes non syndiqués...»

Attitude qui peut rebuter, tout comme les querelles de chapelle et pourtant, il faut persister... Certainement que l'organisation actuelle a des défauts, mais qui peuvent être surmontés, d'ailleurs les gars des piquets sont déjà parvenus à faire partager certaines de leurs propositions.

— Il ne faut quand même pas s'arrêter sur ceux qui s'engueulent et dire : «Moi, je rentre à la maison», c'est trop facile ; d'ailleurs, quand les piquets ont voulu mettre le poing sur la table, ils ont quand même fait progresser les choses, l'Intersyndicale a repris un certain nombre d'actions. Moi, à l'heure actuelle, je pense qu'il y a une possibilité, c'est qu'on se «concerne» entre les piquets de grève pour qu'on puisse mieux discuter en Intersyndicale, qu'il y ait de plus en plus de monde des différents piquets pour aboutir à ce que peut être comme ça, il y ait un réel comité de grève.

Dans la grève, le problème des rapports entre d'une part, non syndiqués, chez qui il y a beaucoup de gars très combattifs, ou simples syndiqués et d'autre part, directions syndicales s'est assez vite posé de façon aiguë. Et il faut

bien dire que les difficultés ne sont pas réglées, de loin. Et il est vrai aussi que des points de vue «anti-syndicats» se font jour. Beaucoup de critiques sont adressées aux syndicats, «en bloc», sans voir que ceux-ci pourraient être une arme efficace si les travailleurs se les appropriaient. Bien que très lentement, cette idée, de la nécessité, et de la possibilité, de renforcer dans les syndicats ce qui va dans le sens de la lutte, commence à faire son chemin.

M., délégué syndical : — Il y a quand même une chose ; les gens non syndiqués en grande majorité, attendent toujours que les délégués interviennent pour faire quelque chose — En fait, quand tu n'es pas syndiqué, que tu prends une initiative, combien de personnes retrouves-tu derrière toi ?

— Un des acquis de la lutte aujourd'hui, c'est qu'il s'est tissé un certain nombre de liens qui ne disparaîtront pas après la grève.

— Beaucoup de gars ont peur, une fois syndiqués, d'être pris pour des moutons, qu'on ne les écoute plus.

— Oui, mais si tu t'organises et que tu te mets à taper, à faire bouger là haut, là ça bougera. Il ne faut pas se sentir non plus isolés.

Bien d'autres questions seront encore débattues ce soir-là : la radio, comment mieux l'utiliser, le problème de ceux qui ne participent pas au piquet... Ce qui indique une maturité dans la réflexion, après cinq semaines de grève chez les travailleurs de l'Alsthom.

ont repris et dans ce chaos indescriptible, les grévistes de St Ouen quittent les lieux. «Cette action a été positive, dit un délégué, elle aura permis de souder les rangs des grévistes. Mais compte tenu de l'indifférence des bourgeois, il faudra peut-être que la prochaine fois, on soit plus méchant, qu'on foute un peu en l'air toute leur paperasserie, par exemple».

A leur sortie, les grévistes, après une halte sur le parvis de la Bourse, où ils scandaient poings levés «Alsthom doit payer», traversaient la rue pour se rendre au siège central de l'AFP exiger des explications sur le black out qui est fait sur leur grève...

F.M.

Merlin Gérin

LE MARDI DECISIF

Lundi, 22 heures. Ce soir, les boîtes de Grenoble en lutte préparent la journée de mardi.

Dans les usines Merlin-Gérin occupées, comme des syndicalistes nous le disaient «les gars sont gonflés à bloc». Les travailleurs de Rhône-Poulenc à Pont-de-Claix ont reconduit ce matin leur grève pour 32 heures. A la Thomson CSF, un piquet de grève mis en place très tôt mardi matin, témoigne de la volonté des travailleuses de faire de cette journée un tremplin pour la poursuite de l'action.

A 15 h 30, à l'appel de la CGT et de la CFDT, ce sera la manifestation pour les SEL (Salaires, Emplois, Libertés). Des débrayages sont prévus dans la plupart des boîtes avec les départs en cortège des entreprises pour converger place Rivet, et affirmer ainsi la force des 7 000 travailleuses et travailleurs de Grenoble en lutte !

Des inquiétudes apparaissent pourtant à l'horizon. D'abord — et cela est significatif de la peur du patronat grenoblois — le juge qui a vendredi soir pratiquement débotté Merlin-Gérin de son action, a cette après-midi, par une ordonnance sur enquête, donné l'ordre d'évacuation de toutes les usines Merlin-Gérin.

Les robes cachent des échettes courbées ! Mais quel exemple pour les travailleurs grenoblois de cette justice de classe !

Autre difficulté pour les travailleurs de Merlin-Gérin, car si au cours des «contacts exploratoires» de ce week-end la direction de Merlin-Gérin, n'a fait aucune proposition concrète, le communiqué de l'intersyndicale CGT CFDT est inquiétant. On y lit par exemple la phrase suivante «engagement de notre part, avec l'accord du personnel en lutte, de prendre des dispositions pour favoriser le retour à l'ouverture des usines, étant entendue que dès le lundi 29 en fin de journée, il nous serait possible d'annoncer au personnel en grève des propositions concrètes et chiffrées permettant de poursuivre les négociations demain mardi».

Alors qu'il y a des possibilités réelles d'extension de la lutte, alors que tout Grenoble a les yeux tournés vers Merlin-Gérin, c'est bien le meilleur moyen pour poursuivre la lutte que d'appeler les travailleurs à lever l'occupation sous prétexte de quelques miettes proposées par la direction de Merlin-Gérin ?

De toute façon comme le rappelait des grévistes «on est pas prêt à lâcher les usines».

Même si, comme il semblait vraisemblable ce lundi soir des négociations allaient s'engager dans la nuit.

La journée de mardi sera décisive.

De notre envoyé spécial
Michel BERTEL

● Delle (Alsthom) à Chalon sur Saône : les grévistes appelaient tous les ouvriers à débrayer pour monter à Paris mardi

A l'usine Delle de Chalon-sur-Saône, la grève entre dans sa troisième semaine. La direction a encore récemment tenté une manœuvre pour entraver la lutte. Elle retient une semaine de salaire aux grévistes, dès la paye de ce mois, alors que les comptes étant arrêtés le 15, la grève n'aurait pas dû, normalement, avoir d'incidence sur la paye d'octobre.

Déjà la première semaine, elle avait envoyé ses cadres, provoqué des ouvriers du piquet de grève. Sa dernière trouvaille, c'est de faire courir le bruit que la grève va entraîner le chômage partiel... Toutes ces manœuvres n'ont pas empêché tous les grévistes d'appeler l'ensemble des travailleurs de l'usine à débrayer pour monter à Paris ce mardi, manifester avec les ouvriers des autres entreprises Alsthom.

La mobilisation de cette journée jouera probablement un rôle important sur la suite de la lutte à Chalon.

D'après correspondance CHALON-SUR-SAONE

ECHANGES D'EXPERIENCES...

Dans la nuit de dimanche à lundi, les grévistes de la Salta à St Ouen (sous traitant des NMPP) repoussaient une agression de leur patron accompagnés de

nombreux CRS. Lundi soir, après s'être rendus à la Bourse, une délégation de grévistes de l'Alsthom St Ouen a visité les ouvriers de la Salta «afin d'échanger des expériences», nous dit un délégué de l'Alsthom...

Alsthom Saint-Ouen

Lundi, les grévistes troublaient les cotations en bourse...

Quand tout à coup les ouvriers de l'Alsthom St Ouen déploient leur banderoles, la stupeur s'empare des parasites qui fourmillent à la Bourse de Paris. Il est un peu plus de 13 heures ce lundi ; une centaine d'alsthomiens entrent discrètement dans l'immense édifice. Les grévistes font les cent pas quelques minutes au milieu des vociférations hystériques des capitalistes ou de leurs courtiers. Au signal donné des piles de mini tracts multicolores volent dans tous les sens. Les grévistes y ont inscrits leurs revendications, 300 francs pour tous, 5^e semaine de congés, transports payés.

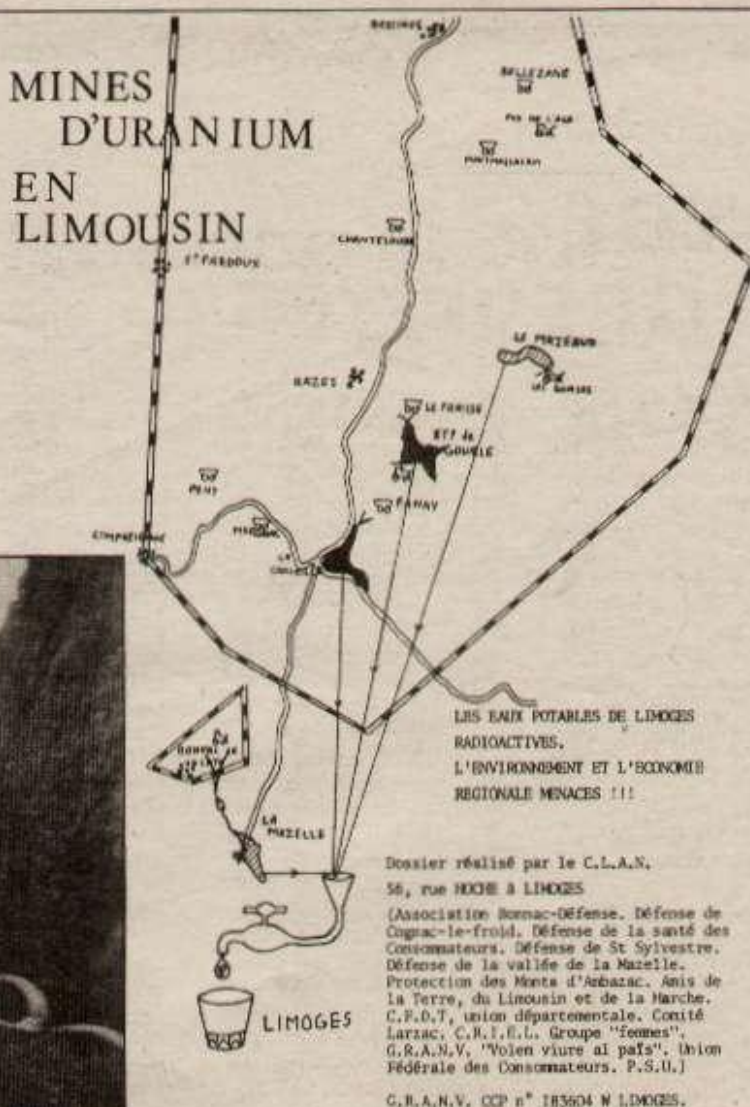
Les habitués de l'endroit adoptent une attitude différenciée. Tous tentent de garder leur contenance.

Certains marquent leur amusement, d'autres rapidement, leur agacement tandis qu'on lit dans le regard de quelques-uns des éclairs de panique... comme s'ils étaient frappés d'une vision prophétique : la classe ouvrière fait irruption dans la vie du capital ! L'un d'entre eux d'ailleurs, faussement contracté, souffle à son voisin, non loin de moi : «Ah oui, c'est vrai, c'est le temple du capitalisme». Un autre conseille amicalement à un gréviste de l'Alsthom d'aller crier de l'autre côté de l'enceinte, «car c'est là-bas et pas ici que les actions de l'Alsthom sont cotées». Un garde, affecté à la protection de la Bourse, tente de repousser un gréviste mais il ne tarde pas à battre en retraite. Déjà, les cotations

LES EAUX DE LIMOGES RADIOACTIVES ?



La mine de Margnac



Extraits du dossier réalisé par le CLAN (Collectif Limousin pour une Alternative au Nucléaire)

La COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) est une société filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique. Depuis trente ans, ces deux organismes ont tout à tour exploité les mines d'uranium des Monts d'Ambazac et rejeté leurs effluents radioactifs dans l'étang de la Crouzille, réservoir d'eau potable de la ville de Limoges !!! Un service officiel, le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), effectuait les contrôles hebdomadaires obligatoires, mais tenait les résultats secrets. Certains, inquiets de la situation dès 1976, en informaient les organismes intéressés, dont la Mairie. Seuls, le silence ou les démentis formels leur répondirent.

(...) L'exploitation de l'uranium se fait, soit en galeries, soit à ciel ouvert.

La teneur du minerai étant très faible - 300 grammes à quelques kilos d'uranium pour une tonne de minerai, le volume des roches extraites est considérable. Au Brugéaud, près de Bessines, sur la nationale 20, la carrière est un «trou» de 15 hectares et de 130 mètres de profondeur, accompagné d'un monceau considérable de déblais (20 millions de tonnes) «stériles».

40 autres sites sont exploitables à ciel ouvert rien que dans la concession d'Ambazac.

A la sortie de la mine, la radioactivité des roches est contrôlée et les «stériles» sont séparés du minerai contenant de l'uranium. Des camions transportent ensuite les centaines de milliers de tonnes de roche vers les usines de traitement du minerai de Bessines et de Jouac, dans le nord du département.

Le minerai y est concassé, puis subit une série de traitements à l'acide sulfurique pour en extraire l'uranium. Le produit final s'appelle le «yellow cake» (en français «gâteau jaune» !!!).

(...) Extraire les minerais d'uranium augmente considérablement la radioactivité et ceci de plusieurs façons :

- en libérant des éléments radioactifs qui se dissolvent dans l'eau ;
- en dégageant du radon, gaz radioactif et des poussières radioactives ;
- en augmentant la radioactivité ambiante.

Les éléments radioactifs sont dissous par l'eau

L'uranium n'est jamais seul dans le minerai : la chaîne de désintégration contient 13 autres éléments

radioactifs (Radium, Thorium, Polonium, Plomb radioactif, etc.). Dans les gisements non exploités, tous ces éléments (ils ont en général plus de 100 millions d'années d'existence) sont emprisonnés dans les roches. Seule une infime partie est entraînée par les eaux souterraines et parvient ainsi à la surface.

Tant que le minerai reste «en blocs», recouvert par des couches géologiques ayant fait l'épreuve du temps, la surface exposée à l'air et l'eau reste extrêmement faible. Alors que pour un même volume, le minerai extrait et concassé offre une bien plus grande surface d'attaque et donc, un grand risque de pollution.

C'est le principe du café par exemple : versez de l'eau sur du café en grains et sur la même quantité de café moulu... comparez les résultats !!!

Dans les mines, il y a beaucoup d'eau : d'une part celle qui provient des infiltrations, d'autre part celle qui est utilisée pour arroser le minerai lors du forage.

Ces eaux qui ont dissous les éléments radioactifs sont ensuite pompées et rejetées après décantation dans les cours d'eau voisins où elles vont être la cause des principales pollutions.

D'autres causes importantes de pollution existent :

- les rejets des usines de traitement du minerai ;
- les eaux qui ont drainé ou lessivé les tas de minerais traités ou les tas de stériles ;
- les sources qui, lorsqu'elles n'ont pas été tout simplement tarées peuvent remonter chargées de pollution. Ainsi, à St-Sylvestre, près d'Ambazac, la commune risque sous peu de ne plus être approvisionnée en eau potable : une source a été fermée pour cause de pollution, une autre tarée et les deux autres sont menacées à court terme.

Mai 1979 : un second étang, celui du Gouillet, est pollué par les affluents radioactifs. Les deux autres, dont celui de Mazeaud, qui a coûté plusieurs milliards de centimes, risque de l'être bientôt si rien n'est fait.

Un groupe de scientifiques arrivent à «emprunter» les bulletins du SCPRI où sont consignés les résultats des mesures et les révèle au public.

Malgré les silences de nombreux organes d'information et les vagues démentis de certains, personne n'ose remettre en cause les faits. Ils proviennent de documents officiels. La COGEMA se tait, laissant à d'autres le soin de la défendre.

Libération de poussières radioactives

Les poussières ont pour origine l'abattage et le concassage du minerai et aussi les dépôts de minerai, traité ou non, s'ils sont exposés aux vents. Ces poussières peuvent être directement respirées - en particulier par les mineurs - ou peuvent contaminer, en retombant, l'eau, le sol, les végétaux... et par leur intermédiaire les animaux et l'homme.

Dégagement de Radon, gaz radioactif

Le dégagement de radon, là encore, est maximum à l'abattage ; il touche donc d'abord et surtout les mineurs. Dans les mines, la «prévention» consiste à ventiler constamment et abondamment les galeries pour diminuer la concentration du radon.

Cet air chargé de radon est rejeté dans l'atmosphère. Le voisinage est donc, lui aussi, touché et cela d'autant plus que le radon, gaz lourd, se disperse difficilement dans l'air.

Des dégagements extrêmement importants proviennent aussi des tas de minerai, traité, et des stériles. Dans les vallées ou en l'absence de vent, en période de brouillard ou encore quand le vent tourbillonne sans trop circuler, le radon s'accumule jusqu'à atteindre des concentrations qui peuvent être très dangereuses.

Augmentation de la radioactivité ambiante

L'extraction met, en effet, à découvert des gisements sont les rayonnements étaient, à l'état naturel, arrêtés par les terrains de recouvrement.

Parmi les nombreux éléments radioactifs présents dans le minerai d'uranium, le thorium et le radium ont des propriétés chimiques semblables à celles du calcium et se

fixent donc facilement sur les os du squelette. La toxicité du radium est proche de celle du plutonium. Lors d'une conférence à Limoges en 1975, Monsieur Delouvrier, alors PDG d'EdF déclarait même que le radium était dix fois plus toxique que le plutonium.

Les eaux filtrées qui ressortent des tas de déchets et des mines atteignent facilement une concentration en radium de 100 fois la concentration maximum admissible.

Et les effets sur la santé ?

On ne sait pas quels sont les effets sur la santé de l'homme des irradiations à faibles doses. En plus des effets directs (cancers par exemple) il pourrait y avoir un risque génétique (malformations au bout d'une ou deux générations). Les études menées à l'étranger sont très contradictoires.

Il est indispensable d'effectuer dès maintenant une étude médicale sérieuse à Limoges (enquête épidémiologique) pour étudier les répercussions éventuelles de telles pollutions. Il n'existe pas encore d'étude de ce genre en France (mis à part une étude quasi secrète sur les cancers du poumon des mineurs d'uranium).

Devant ces dangers réels, peut-on faire confiance aux contrôles ?

Depuis que nous avons révélé au public quelques uns de ses documents sur les eaux du Limousin, le S.C.P.R.I. a rendu public certains de ses résultats d'analyse : ils portent sur les eaux potables de Limoges et de Bellac, les rivières du Vincou et de la Gartempe et les étangs de la Crouzille et du Gouillet. Mais les agents du SCPRI doivent continuer de prêter un serment de secret :

« Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions et de ne rien révéler ou utiliser de ce qui sera porté à ma connaissance à l'occasion de leur exercice » (art. 2 du décret n° 66 - 406 du 15 juin 1966)

La S.T.E.P.A.M (Section d'Etude de Pollution dans l'Atmosphère et dans les Mines) dépend directement du Commissariat à l'Energie Atomique... comme la COGEMA. C'est de plus en plus la STEPAM qui contrôle les rejets de la COGEMA, mais aussi les eaux potables de Limoges et les effluents des sociétés privées. Les résultats des contrôles sont jusqu'ici restés rigoureusement secrets.

Les contrôles effectués sont très insuffisants

- sur 13 radioéléments contenus dans le minerai, seules trois mesures sont effectuées (radium, uranium et radioactivité bêta totale) ;
- lorsque le taux de radioactivité atteint un seuil trop important (c'est le cas pour la radioactivité alpha totale qui a progressé de 200 % entre janvier 1972 et fin 1975) les mesures sont purement et simplement interrompues. Quand nous avons révélé que les eaux de Limoges étaient polluées, le SCPRI venait de décider de ralentir ses contrôles (!!!) alors que la pollution augmentait ;
- de nombreux cours d'eau ne semblent pas contrôlés.

L'avenir des zones minières

Vont-elles devenir des centres de stockage de déchets radioactifs, tas de minerais traités, stériles, mais aussi déchets provenant d'autres installations nucléaires.

Par exemple, depuis 1973, le Commissariat à l'Energie Atomique démantèle près de Paris une usine de fabrication de l'uranium trop contaminée pour continuer à fonctionner. Poutrelles, moteurs, boues de bassins de décantation, en tout 50 000 tonnes de déchets radioactifs ont été transportés par camion sur 400 km pour être enterrés à... Bessines sous les stériles.

10 % du territoire sont dans la mire des sociétés minières d'uranium.

10 % du Limousin sont en effet couverts par des permis exclusifs de recherche, d'exploitation et des concessions minières d'uranium. (...)

Qu'apporte l'uranium à l'économie locale et régionale ?

« L'uranium ne rapporte rien aux communes ou au département. Au contraire, il provoque des dépenses dans le domaine routier » disait en juin dernier le Maire de Bessines devant le Conseil Général.

Les communes et le département doivent en effet payer pour élargir les routes nécessaires au passage des camions et réparer les dégâts qu'ils causent. En échange, les sociétés minières leur versent moins de un franc par kilo d'uranium extrait... kilo qui est ensuite revendu plus de 400 F à EdF.

« St-Sylvestre bientôt la commune la plus riche de France » pouvait-on lire dans un journal de 1949 lorsque le premier gisement d'uranium de France y fut découvert. Aujourd'hui, les habitants et les élus déchantent. Le village est transformé petit à petit en taupinière, deux des quatre captages d'eau sont coupés, ce qui a obligé à créer une nouvelle conduite et donc à augmenter le prix de l'eau. Le budget de la commune, une des principales productrices de la région, est misérable : la COGEMA ne verse que huit millions de centimes et il faut entretenir les routes...

Au niveau régional, ce n'est guère mieux. 1 500 emplois dans l'exploitation de l'uranium, soit 1,5 % du secteur secondaire du Limousin, ce n'est peut-être pas négligeable, mais combien y en a-t-il eu de supprimés en contrepartie, et combien disparaîtront encore ? (agriculteurs, professions touristiques, etc) ?

Et l'on sait que la COGEMA ne créera plus d'emplois après 1980.

Le canton de Bessines où se trouve l'importante usine de traitement du minerai est paradoxalement un de ceux du Limousin qui voit sa population diminuer le plus rapidement.

En visite officielle à Berlin-Ouest

Giscard réaffirme la «nécessité de la présence militaire française», tout en évoquant les mérites de la détente

Enclavée au milieu de la RDA, disposant d'un statut particulier, Berlin a accueilli pour la première fois lundi dans son secteur occidental un chef d'Etat français pour une visite de 24 heures. Tout en

La visite officielle que Giscard vient d'effectuer à Berlin, ne pouvait éviter d'aborder des questions telles que la sécurité en Europe et le désarmement, 3 semaines après les déclarations de Brejnev, et ses propositions de retrait symbolique tenant du chantage. C'est avec prudence que Giscard a abordé ces problèmes. Dans une interview accordée à une chaîne de télévision de Berlin-Ouest Giscard avait déclaré : «Tout ce qui est réduction des effectifs et des armements, va dans la bonne direction». Donc à cet égard, on doit accueillir une telle proposition. Dans un principal discours de la journée, Giscard avait défini Berlin comme un «élément essentiel de la dé-

tente et de la paix en Europe, après avoir été l'un des enjeux de la guerre froide».

affirmant la «nécessité de la présence militaire française», dans un secteur-clé, Giscard s'en est tenu à ses déclarations précédant son voyage en ce qui concerne la «détente».

Il a dans le même temps rappelé les engagements pris par la France aux côtés de ses alliés après la

deuxième guerre mondiale et affirmé : «Si les circonstances l'exigeaient, la France, comme par le pas-

sé, apporterait sa contribution à la sécurité de Berlin». Giscard devait axer l'essentiel de sa déclaration sur un bilan satisfait de l'accord quadripartite (URSS - USA - GB - France) signé en 1971, qui consacrait alors la normalisation des rapports entre la RFA et la RDA. Cet accord s'il a permis un accroissement sensible des échanges entre les deux Allemagnes a cependant été utilisé largement par la RDA et l'URSS, pour tenter d'isoler au maximum Berlin de la RFA. Il a d'autre part servi la politique de «détente» inaugurée par l'URSS. Le président de la chambre des députés, Peter Lorenz a réitéré cette visite dans le cadre de la «pérenité des bonnes relations franco-allemandes», Giscard soulignant pour sa part la contribution de Berlin-Ouest à la CEE, par l'intermédiaire de la RFA.

BERLIN-UEST UN STATUT COMPLEXE ET CONTROVERSE

La situation géographique, juridique et politique de Berlin-Ouest est complexe.

Géographiquement, Berlin-Ouest se situe au cœur de la RDA, et est entouré du mur construit par les autorités est-allemandes en août 1961.

Juridiquement, la situation est régie par plusieurs accords signés à la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'en 1949, ainsi qu'en

1972. Officiellement, Berlin-Ouest n'est pas partie intégrante de la RFA, mais l'accord quadripartite de 1971 (signé par les USA, l'URSS, la France et la Grande-Bretagne) reconnaît que les liens existant entre Berlin-Ouest et la RFA, doivent être maintenus et développés. Mais, dans la réalité ces accords sont l'objet d'interprétations politiques diverses et contradictoires de

part et d'autre.

Politiquement, Berlin-Ouest est, de par sa situation et depuis toujours, l'objet de la rivalité Est-Ouest. Pendant longtemps, l'Ouest a essayé d'en faire un centre de lutte économique et politique contre l'Est, mais actuellement, l'URSS et la RDA, essayent d'y prendre pied, notamment en suscitant des accords qui lient Berlin-Ouest à la RDA.

NOUVELLE CALEDONIE :

LE FRONT INDÉPENDANTISTE KANAK MÈNE UNE CAMPAGNE D'INFORMATION

Le lundi 29 octobre, une délégation du Front Indépendantiste de la Nouvelle Calédonie, constitué par les cinq partis d'opposition, lors des élections territoriales du 1^{er} juillet dernier, a donné à Paris une conférence de presse. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de sensibiliser davantage l'opinion française et internationale à la juste revendication d'indépendance du peuple kanak.

La délégation de ce Front revenait d'une mission à l'ONU, du 14 au 27 octobre, où elle était porteuse de la revendication d'indépendance. En effet, suite à la résolution adoptée par l'ensemble des Etats du Pacifique, réunis aux îles Salomon du 9 au 12 juillet 1979, le Comité de décolonisation de l'ONU examinera le dossier concernant la Nouvelle Calédonie, en janvier 1980.

Procès de Tchécoslovaquie

« Nous ne voulons pas nous expatrier aux Etats-Unis »

Premiers témoignages sur les déclarations des accusés

Lors du procès de cinq membres de la Charte 77 et du VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies) qui s'est déroulé voici quelques jours à Prague, des dizaines de personnes avaient tenu à manifester publiquement, devant la salle du tribunal, leur solidarité avec les inculpés. 37 de ces manifestants furent arrêtés durant plusieurs heures, dans le but évident d'imposer le silence sur le procès. Parmi eux, des français, expulsés manu militari du territoire tchécoslovaque et qui donnaient jeudi une conférence de presse dont nous avons commencé à rendre compte dans notre édition précédente.

«Les autorités nous ont dit que nous ne pouvions assister au procès car la salle était déjà trop petite pour contenir tout le public. En réalité, elle était pleine de policiers». Ceux qui témoignaient jeudi n'ont pu, en effet, entendre directement les interventions des accusés mais, ils ont pu les reconstituer, notamment avec des membres des familles des accusés. Encore n'ont-ils pu conserver qu'une partie limitée des notes de cette reconstitution, vu les saisies effectuées par la police tchécoslovaque, mais suffisamment tout de même pour éclairer le contenu du procès.

La première intervention reconstituée est celle de Václav Havel, qui a d'abord souligné comment, selon lui, le bien-fondé des accusations de «subver-

sion», de «perversion» n'a en aucun cas été démontré. Václav Havel, a demandé au tribunal : «Si le VONS, dont nous avons déclaré légalement la constitution il y a un an, était si dangereux par la sécurité de la Tchécoslovaquie, comme vous le dites, pourquoi avoir attendu un an avant de la réprimer ?». Havel a révélé alors que les autorités tchécoslovaques lui avaient «proposé» de le libérer en l'expatriant aux Etats-Unis «j'ai refusé», a-t-il dit. «Si j'étais un ennemi de la Tchécoslovaquie, d'accord, mais, j'aime mon pays, je ne veux pas le quitter. Et je ne partirai pas tant qu'il y aura en Tchécoslovaquie des gens en prison parce qu'ils défendent leurs droits». D'autres accusés, tel Václav Benda, ont indiqué qu'on leur avait fait la

même proposition et qu'ils avaient également refusé. Benda a insisté sur le fait que malgré certaines allégations, aucune preuve n'avait pu être apportée par les autorités tchécoslovaques d'un quelconque soutien de la CIA au VONS. Il a ajouté que, dans ce qui était avancé par le tribunal, rien n'infirmerait les déclarations du VONS, sur la violation des libertés démocratiques en Tchécoslovaquie. «Par conséquent, a-t-il dit, si les membres du VONS sont quand même condamnés, cela montre ce que vaut la justice dans ce pays».

Un autre accusé Petr Uhl a dénoncé la violation des accords d'Helsinki par le gouvernement de Prague. «Ceci n'a rien à voir avec le procès», s'est-il entendu aussitôt répondre par ses juges. «Alors, je n'ai rien à dire devant cette Cour. Je ne lui recourrais aucun pouvoir de justice. D'ailleurs, toutes les décisions nous concernant ont déjà été prises en haut lieu».

Ce sont quelques-uns des propos tenus par les accusés. Leurs interventions, qui ne pouvaient pas dépasser, pour chacun, quelques minutes au maximum, furent constamment

interrompues par des juges qui, onze ans plus tôt, prononçaient déjà les condamnations contre les résistants à l'invasion soviétique.

Concernant les peines prononcées, atteignant cinq de prison, les dissidents rencontrés à Prague ont voté qu'elles étaient en deçà de ce qu'on pouvait craindre. La raison en est, selon eux, la pression exercée par la solidarité internationale avec les accusés, mais aussi certaines contradictions qui seraient présentes à l'intérieur même des sphères dirigeantes tchécoslovaques sur la tactique à suivre face aux manifestations d'opposition.

Ceux qui témoignaient jeudi ont déclaré avoir eu le sentiment d'une certaine crainte au sein même de l'appareil policier (se reflétant dans certains aspects grotesques, cf. article précédent) et des autorités, vis-à-vis d'un possible développement de l'opposition à l'actuelle dictature. Ceci était aussi l'avis de certains dissidents, à Prague même, qui ont estimé que l'opposition en Tchécoslovaquie, était aujourd'hui en mesure de continuer l'action, malgré une



Vaclav Benda



Petr Uhl



Dana Nrmcova



Jiri Dienstbier



Otta Bendarova



Václav Havel

Les 5 inculpés du procès de Prague

accentuation de la répression. «L'opposition, disent-ils, a les moyens de poursuivre le combat de façon organisée».

En même temps, était rappelée jeudi la nécessité de développer les actions de solidarité en France, comme ailleurs, pour que

les inculpés de Prague n'accomplissent pas les peines auxquelles ils viennent d'être condamnés, et pour s'opposer aux nouveaux procès en préparation.

Reportage HR-QdP J.P. G.

Après l'émission de télévision du «Nouveau Vendredi» du 19 octobre sur les maquisards religieux afghans, nous avons rencontré un membre de la Fédération des étudiants afghans à l'étranger (FASA)(1). Il a suivi cette émission et nous donne son avis.

Afganistan : obscurantisme ou libération ?

Vendredi soir, nous avons vu quelques images de maquisards qui se déplaçaient dans les montagnes. Mais les journalistes ont présenté la lutte contre le régime soviétique comme une lutte anti-communiste et antiprogres et l'islam comme une religion rétrograde. En fait, la lutte de libération nationale en Afghanistan est l'œuvre de toutes les couches sociales du pays et regroupe toutes les organisations, partis et groupes religieux, et aussi des organisations démocratiques, patriotiques, révolutionnaires, qui luttent côte à côte. Car s'il n'y pas actuellement d'unité politique entre les différents mouvements, il y a une unité stratégique : c'est la lutte pour mettre fin à la domination soviétique et chasser le pouvoir que les Russes ont installé. Dernièrement, au début du mois d'août, s'est créé un front qui s'appelle le Front des Combattants Moujahed d'Afghanistan ; ce Front comprend quatre organisations religieuses et une organisation démocratique révolutionnaire.

► Peux-tu nous présenter quelques points de sa plateforme ?

L'article un indique que l'objectif central de la lutte est d'acquiescer l'indépendance vis-à-vis des Russes et de leurs agents dans le pays, au moyen de la lutte armée, pour la création d'une république islamique. Dans l'article deux, le Front rejette la soumission au social-impérialisme et à tout autre impérialisme sur le plan militaire, politique, économique et culturel ; il se prononce pour un Afghanistan islamique et indépendant des deux superpuissances, il affirme son soutien à toutes les minorités religieuses, proclame l'égalité entre toutes les nationalités et le droit à l'autodétermination des minorités nationales. L'article sept dit clairement que le principe de compter sur ses propres forces est le principe de base du Front dans la lutte contre le régime. C'est donc une authentique lutte pour l'indépendance nationale. La plateforme dit aussi que le Front lutte contre toutes formes de censure, et pour la liberté de presse et d'expression dans le respect de toutes les idéologies, sauf pour les deux partis traîtres Khaik et Parcham qui sont à la solde des Soviétiques.

► A la télévision, il était dit que les religieux s'opposent au régime parce qu'il veut alphabétiser les femmes ?

Le Front lutte contre le régime dictatorial et fasciste, pour une démocratie islamique militante. C'est-à-dire la démocratie la plus large pour le peuple. Le Front doit encourager la création d'organisations professionnelles et politiques de la classe ouvrière, des paysans

et des femmes, et de toutes les couches sociales, pour qu'elles défendent leurs intérêts. Pour les femmes, le Front revendique l'égalité totale des droits entre les femmes et les hommes dans tous les domaines sociaux. Et pour atteindre ces objectifs, il veut favoriser la création d'organisations de femmes pour qu'elles défendent elles-mêmes leurs intérêts.

► La création du Front a-t-elle eu un écho dans la lutte qui se mène contre le régime ?

D'après les informations que nous avons en Europe, l'impact a été grand sur l'unité de la lutte en Afghanistan. Le Front est passé début août à une lutte armée généralisée. Les organes de presse occidentaux ont fait état du soulèvement d'une garnison à Kaboul, le présentant comme une tentative de coup d'Etat. En réalité, c'est un mouvement armé organisé par le Front au niveau du pays. Malheureusement, la trahison de trois membres importants du Front, notamment le colonel Ramahamad, a permis au pouvoir de connaître le plan avant son déclenchement. Le mouvement a quand même été déclenché à Kaboul, où la garnison de Balahissar a distribué des armes à la population. Mais, comme le régime était prévenu, le mouvement a été écrasé au moyen d'hélicoptères et de bombardements aériens. Il y a eu 2 000 morts parmi les civils, parce que des milliers d'entre eux sont allés à la garnison pour récupérer des armes et lutter contre le régime. Nous savons que le Front a des combattants dans plusieurs provinces, notamment Azarjad au centre, en Nouristan, une grande province de l'est, presque entièrement libérée dans les vallées du Pendi à 100 kilomètres au nord de Kaboul, dans les provinces de Loughan au sud de Kaboul et dans plusieurs autres provinces.

► Ainsi plusieurs régions ne sont plus sous le contrôle du pouvoir en place à Kaboul ?

On peut confirmer que les trois quarts du pays échappent au contrôle du régime : il n'y a de sécurité sur aucun axe de communication, et le pouvoir ne contrôle que quelques grandes villes où il a concentré tous ses moyens militaires. Même à Kaboul, il y a eu cette année plusieurs soulèvements parmi les populations. Il y a eu plusieurs attentats contre les «conseillers soviétiques» : actuellement, pour faire leurs courses, ils doivent sortir à plusieurs, protégés par des dizaines de militaires. Le couvre-feu est maintenu en permanence.

(1) FASA, boîte postale 210920 75000 Karlsruhe 21 République Fédérale d'Allemagne.



Dans son document n° 85, récemment parvenu en Occident et traduit par les soins des *Cahiers du Samizdat*, le groupe de Moscou pour le respect des accords d'Helsinki dénonce «les enfreintes aux droits socio-économiques en URSS».

Nous en publions aujourd'hui des extraits concernant le bas niveau des salaires. C'est une nouvelle pièce à verser au dossier déjà très lourd de l'exploitation subie par les travailleurs soviétiques sous le règne de Brejnev.

URSS : «Dans ce pays existe une véritable pauvreté»

Document n° 85 du groupe Helsinki de Moscou

La propagande gouvernementale soviétique affirme avec insistance que les droits socio-économiques ont une priorité absolue sur les droits civiques et politiques.

A cet égard, on affirme qu'en URSS, contrairement aux pays du «monde libre», les droits socio-économiques sont entièrement assurés. Ce flot de propagande déferlant sur l'Occident fait naître à propos de l'URSS l'illusion d'une société de prospérité générale, dans laquelle aurait été construit le soi-disant «socialisme développé» et où règne le principe de la plus haute justice sociale : «de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail».

(...) Les salaires des ouvriers et des employés sont extrêmement bas. La rémunération officiellement qualifiée de salaire moyen en vigueur dans le pays, d'un montant de 161 roubles par mois, est une valeur statistique, mais même cette valeur, compte tenu de l'inflation et de la hausse des prix, ne permet guère d'assurer ce qu'il convient d'appeler une «existence digne de l'homme». Que dire du salaire minimum, qui est de 70 et, dans certaines régions, de 60 roubles par mois ?

Les ouvriers obligés de «compléter» ce que ne leur donne pas l'Etat

Le fait que dans la famille soviétique, tous les membres adultes doivent, en règle générale, travailler, y compris souvent les pensionnés, parle de lui-même du bas niveau des salaires. Le phénomène si largement répandu de larcins et de vols dans les entreprises en témoigne aussi. L'ouvrier quitte-t-il la laiterie, il emporte du beurre, de la crème ; la distillerie, une bouteille d'alcool ; la menuiserie, des planches. La situation dans laquelle les ouvriers sont obligés de «compléter» de cette façon ce que ne leur donne pas l'Etat engendre un problème moral grave,

suscitant chez les ouvriers un sentiment de désordre moral, contribuant à répandre dans la société le mensonge et l'hypocrisie.

Il faut dire que l'aisance apparente dont jouit un certain pourcentage de familles ouvrières est précisément due souvent à l'existence de revenus extraprofessionnels. Le niveau des revenus «propres» de la très grande majorité des ouvriers et des employés d'URSS est tel qu'il ne permet qu'avec difficulté de nouer les deux bouts. C'est peut-être là que réside la cause principale de la baisse de natalité dans le pays.

Le règne de l'arbitraire

En URSS règne l'arbitraire dans le domaine des salaires. L'écart est excessivement grand entre le salaire minimal que perçoit une partie de la population et le salaire maximum dont bénéficient certains groupes (fonctionnaires supérieurs du parti et du gouvernement, officiers généraux, académiciens et autres). Ce salaire peut être de 10 à 20 fois supérieur au salaire minimum.

Une différence de salaire injustifiée existe entre les travailleurs de différents secteurs et ceux des ministères. Un travail égal dans le centre et à la périphérie est rémunéré différemment. Par exemple, la tarification dans les usines textiles de l'Oblast de Moscou est considérablement supérieure à celle en vigueur dans les Oblasts voisins de Vladimir et d'Ivanov, bien que les normes de rendement soient inférieures. Moscou jouit de privilèges particuliers, les salaires de différentes catégories d'ouvriers et d'employés y sont considérablement plus élevés qu'en province.

L'inégalité dans les salaires est aggravée par la mauvaise situation du ravitaillement alimentaire à la périphérie. Si le Moscovite peut acheter les principaux produits dans le réseau de distribution de l'Etat, il n'en va pas de même de l'habitant de province qui se les procure sur le

marché local à un prix exorbitant et avec un choix bien inférieur. Tout cela aboutit au développement dans la population d'un sentiment normal d'envie et d'antagonisme à l'égard des habitants de la «ville communiste» de Moscou.

Un seuil de misère

Les salaires les plus bas sont ceux des ouvriers des secteurs non productifs, des employés de l'Etat, des employés des services publics, du commerce, des services de santé, de l'instruction publique, de la culture. Les pensions de vieillesse, d'invalidité, ou en cas de perte du soutien de famille, n'assurent pas une «existence décente».

Dans le pays existe, bien que ce mot ne soit jamais prononcé tout haut, une véritable pauvreté dans une partie considérable de la population. Le nombre exact de familles qu'il y a lieu de considérer comme pauvres ne peut être établi, dans la mesure où le seuil de la pauvreté n'est pas défini officiellement en URSS. Officiellement, le minimum vital est estimé à 50 roubles par personne et par mois (si l'on considère, par exemple, que c'est seulement dans les familles où le revenu de chaque membre est inférieur à 50 roubles par mois que l'on accorde une allocation complémentaire d'un montant de 12 roubles pour chaque enfant âgé de moins de 8 ans), bien qu'en réalité ce montant ne constitue pas un seuil de pauvreté, mais un seuil de misère. Certaines familles nombreuses, certains pensionnés, des mères élevant seules leurs enfants, vivent très en deça de ce seuil. (...)

Elena BONNER
Sophia KALLISTRATOVA
Malva LANDA
Naoum MEÏMAN
Victor NEKIPELOV
Tatyana OSSIPOVA
21 avril 1979

L'affaire du Progrès de Lyon

LE DROIT D'INFORMER, COMBIEN ?

Que la presse quotidienne régionale et ses millions de lecteurs soient l'objet permanent d'une lutte d'influence politique est une évidence. Que cette lutte se mène à coups de milliards et d'opérations de basse politique est une autre évidence.

«L'affaire du Progrès», c'est à la fois très simple et très compliqué. Revenons en arrière. En 1966, deux journaux, jusqu'alors concurrents, *Le Dauphiné Libéré* et *Le Progrès de Lyon*, signent un accord de coopération. Objectif : se répartir les lecteurs de la région, en évitant toute concurrence inutile. Un groupe, véritable monopole de l'information régionale, se met alors en place, avec quatre sociétés : un système de messagerie, la RAD, une imprimerie, EP 1, une régie de publicité, PPH, et une agence de presse, Aigles. Tout va bien alors, sinon pour les quelques 700 000 lecteurs des deux titres, du moins pour les propriétaires et la droite qui les inspirent. Mais voilà, dès 1969, qu'apparaît Jean-Charles Lignel. Ce jeune homme — il n'a alors que 27 ans — a deux particularités : il professe des idées «de gauche», et il fait partie de la famille Brémont, qui possède 50 % du capital du *Progrès*. Premières luttes intestines, qui voient le jeune Jean-Charles accéder en 1972 au poste de directeur général, avant d'être «démissionné» en août 1974. Démissionné, mais pas exclu : quelques mois plus tôt, Jean-Charles Lignel a hérité de la famille Brémont, les fameux 50 % du capital. La

vraie bagarre commence, dans les luxueux hôtels particuliers du quai des Belges et chez les notaires.

Dans les tout premiers jours de 1979, la société privée qui contrôle *Le Progrès* est mise aux enchères publiques. Le 19 mars, Jean-Charles Lignel raffie, pour la bagatelle de un milliard cent cinquante millions de centimes la totalité des parts. Il devient propriétaire unique du *Progrès* de Lyon. Fin du premier acte, et début du second. Car l'ambition de Lignel est de régner en maître sur «son» journal, celui qui lui appartient puisqu'il l'a acheté ! En avril, la guerre commence avec le «partenaire» du *Dauphiné Libéré*, dirigé par un autre milliardaire, Jean Gallois. Nouveaux va-et-vient chez les notaires et dans les antichambres des tribunaux. Le 19 octobre dernier, les deux parties décident finalement de demander au tribunal de commerce de Paris (pas celui de Lyon) l'arbitrage visant à constater la rupture des accords de 1966.

Le prochain acte aura lieu dans quelques semaines, quand le tribunal de commerce décidera de qui est responsable de la rupture des accords, et donc de qui devra payer. A titre indicatif, signalons que le *Dauphiné Libéré* réclame quant à lui la bagatelle de

Mais tout de même ! L'affaire du *Progrès* de Lyon, aujourd'hui largement révélée mais qui couve depuis des années, jette une lumière crue sur des manœuvres dont l'enjeu est loin d'être négligeable, puisqu'il s'agit ni plus ni moins du droit à l'information.



Jeune milliardaire de gauche au travail

trois milliards et demi de centimes.

Querelles d'affaires, comme il en existe des dizaines au royaume des capitalistes ? pas seulement. Querelle de famille alors, ou la bourgeoisie lyonnaise semble se complaire ? Ce n'est qu'un

(petit) aspect des choses.

Derrière l'affaire du *Progrès*, il y a d'abord une affaire politique d'importance. Depuis longtemps, mais plus encore depuis la mort de Pradel, l'ancien maire, Lyon est l'objet de la convoitise de tous les partis bourgeois. Pour la conduite de la ville elle-même, mais aussi pour les millions d'électeurs qui se trouvent concentrés dans la région. Barre a déjà un pied dans la place, depuis qu'il a été élu député du 4^e en mars 1978. En tenant le *Progrès*, la gauche social démocrate aurait là un moyen électoral de premier ordre. Tel est bien le véritable enjeu de l'affaire du *Progrès*, problème «social» ensuite. Le groupe «*Progrès-Dauphiné*» emploie quelques 3 000 personnes. Nul doute que l'éclatement entravera des licenciements, et c'est pour cela que les travailleurs du groupe ont fait une première grève mercredi dernier. Reste le fond. On pourrait en rire. Car c'est au nom de l'information que tous ces politiciens milliardaires se battent. Modernes seigneurs qui achètent un journal, avec ses travailleurs, ses journalistes, ses diffuseurs. Ses lecteurs aussi. Le droit d'informer qui il me plaira, comme il me plaira, combien ?

N.D.

LE RPR VEUT (AUSSI) S'OUVRIRE AU PS

Dans le cadre du rapprochement souhaité par Chirac avec les petits groupes gaullistes, Bernard Pons a assisté dimanche à une convention nationale de la Fédération des républicains de progrès (le groupe de Charbonnel). Il a évoqué «l'évolution et les difficultés du parti socialiste et les convergences qui, dans certains domaines, parmi les plus importants, tendent à se faire jour entre l'aspiration socialiste et l'aspiration gaulliste. Il y a là, c'est évi-

dent, un fait qui ne peut être ignoré, notamment dans la période difficile que traverse notre pays. Il implique, c'est certain, qu'au-delà de ce qui nous sépare sur le plan politique, nous examinions avec attention les réactions qui nous sont communes». Tout cela pour conclure que «le gaullisme doit (...) retrouver sa vocation initiale d'un grand mouvement social, populaire, national, ouvert et généreux».

De tels propos tranchent avec ceux habituellement

tenus vis-à-vis du PS, rejeté comme un «parti marxiste». Le paradoxe n'est qu'apparent. De telles déclarations n'engagent à rien, puisqu'il n'est pas question, pour Pons de «discussions d'état-major, avec tout ce que cela implique de retour au système des partis». Si l'objectif n'est pas de réaliser un accord avec le PS, il semble plutôt être de rallier une partie de cet électoral de centre gauche, si précieux dans les consultations électorales, en ten-

tant d'effacer l'image — et la réalité — de parti ultra-réactionnaire du mouvement gaulliste.

Le ralliement du groupe de Charbonnel, qui a mangé à tous les râteliers, y compris celui de la gauche, pourrait apporter au RPR une — bien maigre — contribution pour se forger cette image, que Chirac cherchait déjà à imposer en mars 1978, quand il affirmait comme objectif de son parti de «distancer la droite au premier tour».

● Course au centre gauche : suite

Le Carrefour social-démocrate a tenu ses assises samedi et dimanche à Paris, en présence notamment de Stoléru, Olivier Stirn, du gaulliste de gauche Léo Hamon ou de Guy Gennesseaux, ex-MRG récemment passé aux radicaux de droite.

Stoléru devait notamment déclarer : «Nous devons organiser en France un système d'alternance qui, dans l'état actuel des choses politiques, sera vraisemblablement celui d'un centre mobile, incorporant le groupe central des classes moyennes et se déplaçant tantôt vers la gauche progressiste, tantôt vers la droite conservatrice en fonction des périodes. Et dans la période actuelle (...) on pourrait imaginer sans trop verser dans l'angélisme ce que Michel Debré appelle un gouvernement de salut public, regroupant 2/3 ou 3/4 des Français». On ne saurait exprimer de façon plus crue, sinon plus adroite, les ambitions giscardiennes.

bref...En bref...En br

● REVELATIONS?

Le député UDF Douffiagues, qui était rapporteur de la commission sur l'information, serait décidé à publier en librairie le texte qu'il avait prévu de présenter, et qui avait été rejeté par la commission. Selon l'auteur, certains personnages haut placés pourraient se reconnaître dans le rapport, mais celui-ci, respectueux des per-

sonnes, ne citera ces hauts personnages que par des pseudonymes.

● DISCORDE MUNICIPALE A LA CIOTAT

Sept membres du conseil municipal de la Ciotat (six socialistes et un sans étiquette) ont rendu leur délégalation, contestant la gestion du maire PCF Louis Périnmont.

APRES LE RÉFÉRENDUM EN EUSKADI ET EN CATALOGNE

Si la Catalogne a connu un taux d'abstention plus fort que le pays Basque, 41% contre 39%, il n'en reste pas moins que toutes deux ont approuvé les statuts d'autonomie. Ce vote marque davantage la volonté des deux peuples de récupérer des droits longtemps bafoués qu'un appui franc et massif à la formule d'autonomie négociée entre le gouvernement madrilène et Taradellas pour la Catalogne. Garaicoetxea pour le Pays Basque. Beaucoup se demandent si le statut, une fois mis à l'épreuve de la pratique, sera autre chose qu'une décentralisation administrative, qu'il faut accepter, faute de mieux, dans un premier temps.

En Catalogne, le désenchantement déjà perceptible lors des précédentes consultations s'est accentué : l'absentéisme relativement important jeudi dernier exprime autour le sentiment que le plus dur était déjà fait, qu'il ne fallait qu'entériner les acquis, que le manque de convictions à l'égard d'une «généralité décaféinée» comme l'avaient baptisée naguère ceux qui trouvaient que Madrid mettait un nombre inacceptable de garde-fous.

En revanche au Pays Basque, on s'attendait à un taux d'abstention de 48 % minimum et sans doute plus. Les résultats actuels ne semblent pas traduire l'influence réelle de la coalition abertzale Herri Batasuna, qui avait appelé à l'absentéisme. A cela plusieurs raisons :

Tout d'abord les conditions mêmes de la campagne, au cours de laquelle les grands partis ont dramatisé les enjeux, et multiplié les pressions. La procédure assez peu claire du vote par correspondance peut-être invoquée, de même que la décision des administrations et des entreprises de payer 4 heures d'absence à leurs salariés qui justifieraient de leurs participations au scrutin.

Il est clair cependant que cela ne suffit pas à expliquer l'échec du mot d'ordre d'abstention. Beaucoup de gens, y compris parmi les partisans de Herri Batasuna ont sans doute voté pour le statut en le considérant certes comme un pis-aller, mais dont il était malgré tout préférable de se saisir ; une occasion à ne pas rater.

C'est pourquoi le référendum du 25 octobre ne marque sans doute pas l'effondrement de l'influence de Herri Batasuna. Les mêmes qui ont voté pour le statut, voteront sans doute dans quelques mois pour des députés H.B. au Parlement Bas-

que, comme ils l'ont d'ailleurs fait aux municipales dernières, à proportion de 17, voire 18 % des électeurs. Dans l'immédiat, l'attitude des forces abertzales devrait être logiquement de souligner impitoyablement toutes les insuffisances, toutes les «trahisons» du statut, toutes ses lenteurs. Nul doute que celles-ci seront nombreuses compte-tenu des délais tous ces transferts de pouvoir, du maintien en place de la police et des gouverneurs de province.

Au fil des mois, Herri Batasuna peut tirer le bénéfice de son attitude actuelle et retrouver une audience plus large. Par ailleurs, certains problèmes demeurent entiers, comme celui des prisonniers politiques basques. Il faut rappeler aussi que ETA militaire n'a pas renoncé à la lutte armée, tout en affirmant qu'elle «ne se battra jamais contre des banques, à moins que ce ne soit des traitres». Quant à ETA politico-militaire dont l'expression politique EIA avait appelé à voter pour le statut, il faut souligner qu'elle non plus n'a pas définitivement déposé les armes.

Il s'agit plutôt d'une trêve, pendant laquelle elle va observer l'attitude du gouvernement basque. Une scission vient d'ailleurs d'avoir lieu dans la coalition Euskadiko-Eskerra, à laquelle appartient EIA, sur des bases critiques par rapport au oui au référendum. Ainsi, en Euskadi, l'appui au statut n'a pas réglé l'essentiel des problèmes loin de là ! Les organisations partisans du oui risquent, dans quelques mois de se retrouver devant une victoire à la Pyrrhus, avec l'éventualité qu'elles se compromettent un peu plus aux côtés du gouvernement de Madrid : c'est vraisemblablement le cas pour le PC, le PSOE et même le PNV, confronté au difficile exercice d'un pouvoir dont il ne maîtrisera pas les données décisives.

Hélène VARJAC

LE SUICIDE DU MINISTRE DU TRAVAIL

L'annonce de la mort de Robert Boulin, ministre du Travail, a été accueillie avec une grande surprise. Elle a été officiellement connue mardi matin, peu avant 9 heures. Le corps du ministre a été retrouvé en forêt de Rambouillet, près des étangs «de Hollande», à

C'est la première fois dans l'histoire de la V^e République qu'un ministre en exercice est découvert mort, probablement à la suite d'un suicide. Les raisons de ce suicide sont bien évidemment difficiles à cerner, à l'heure où nous écrivons ces lignes. Le suicide, qui selon les premières déclarations du médecin légiste remonterait à «24 h ou plus», pourrait s'expliquer par les récentes révélations parues dans la presse au sujet de plusieurs opérations «indélicates» du ministre du Travail. Celui-ci aurait acheté en 1974, pour la très petite somme de 40 000 F, un domaine de deux hectares près de Saint-Tropez. Personne n'avait obtenu l'autorisation de construire dans cette zone. Personne, sauf Boulin, qui obtenait la dite autorisation préfectorale un mois après avoir acquis le terrain. Qui plus est, le terrain en question lui avait été cédé, à un «prix d'ami», par un dénommé Tournet, aujourd'hui sous les verrous pour «faux en écritures publiques».

Une affaire qui logiquement devrait se terminer devant les assises.

Pour important que soit ce scandale, il ne peut pas tout expliquer. D'autres dignitaires de la 5^e République, à commencer par Giscard, Barre, et moins récemment Chaban-Delmas, ont eux aussi été pris en flagrant délit de tripotage. Ils ne s'en sont pas suicidés pour autant.

UN RÔLE SPECIFIQUE

Une chose est cependant certaine : la mort de Boulin va avoir de très profondes répercussions sur le gouvernement Giscard-Barre, à 18 mois des élections présidentielles. Moins pour la disparition du ministre que par la forte odeur de scandale qui s'en dégage.

Sur l'échiquier politique de la bourgeoisie, Boulin occupait une place spécifique. Député gaulliste depuis 1958, maire de Libourne, Boulin en était à son 16^e portefeuille ministériel.

proximité de sa voiture. Selon les premières déclarations de la gendarmerie, des cachets de barbituriques auraient été retrouvés près du corps du ministre, ce qui accreditait la thèse du suicide. Selon le médecin légiste, celui-ci remonterait à «24 h ou plus».

Il assurait une sorte de continuité, puisqu'il avait participé à divers gouvernements de De Gaulle, de Pompidou, et de Giscard. Il était également une passerelle dans la majorité. «Gaulliste giscardien», il s'était à plusieurs reprises servi de son passé de ministre de De Gaulle, pour condamner les initiatives antigiscardiennes du RPR. A l'inverse, Giscard comptait sur lui pour rallier des voix gaullistes aux présidentielles de 1981.

N'oublions pas enfin le passé de Boulin, ministre des gouvernements de la bourgeoisie. Comme ministre de l'Agriculture, ou comme ministre du Travail depuis 1978, il s'était à de multiples reprises attaqué aux intérêts des travailleurs et des masses populaires. Ils sont nombreux, les délégués syndicaux qui doivent leurs licenciements à la signature de Boulin.

DES INTERROGATIONS

Les interrogations sur les motifs du suicide demeurent.

rent, mais les faits sont là. Secoué ces dernières semaines par plusieurs affaires, le gouvernement Giscard-Barre est maintenant entaché par une affaire plus sombre encore. Dès mardi matin, par des voix officielles mais aussi par celles de certains journalistes aux ordres, une campagne s'est orchestrée pour rendre, le *Canard Enchaîné*, et plus fondamentalement les révélations qu'il avait faites, responsables du suicide. Explication simpliste, fallacieuse, dangereuse pour la liberté de la presse, explication qui en réalité indique le profond désarroi des milieux gouvernementaux. L'affaire Boulin ne fait que commencer. Nul doute qu'elle trouvera des développements dans les milieux décidément bien malsains de la politique bourgeoise.

N.D.

ENERGIE EOLIENNE ? DU VENT, REpond EDF

Mercredi 24 : EDF organisait un voyage propagande. Plusieurs douzaines de journalistes étaient conviés à visiter l'éolienne de l'île d'Ouessant, au large de Brest. EDF n'avait pas lésiné sur les moyens. Première constatation au départ : la journée de visite d'Avel Eussa, le doux nom breton de l'aérogénérateur était un peu le «pendant» des

Constatation rapidement balayée par le vent de la mer bretonne. Si EDF diversifie les sources d'énergie, l'énergie éolienne, et surtout l'aérogénérateur d'Ouessant, ne sont pour elle qu'une «énergie d'appoint», nullement extensibles à d'autres sites du littoral.

«LE VENT C'EST BIEN, MAIS CE N'EST PAS RENTABLE»

On nous l'a dit et répété, tout au long des discours des responsables d'EDF ou d'Aérowatt (la société qui a construit le prototype d'Avel Eussa) : «Le vent c'est bien, mais ce n'est pas rentable» ! Les chiffres abondamment cités (12 centimes le kilowatt/heure nucléaire, et 1 franc le KWH éolien), les difficultés constamment mises en avant, différents arguments de mauvaise foi... tout cela a contribué à éclairer le véritable but de la visite à l'éolienne d'Ouessant : justifier la course au nucléaire, tout

en montrant que les différentes «énergies nouvelles» sont prises en compte, mais que voulez-vous, les «contribuables» ne doivent pas être lésés par une énergie à un coût très supérieur au nucléaire !

Ainsi, le vent, ce n'est pas rentable ? Curieuse réponse : les responsables EDF, lors du repas, ont rappelé les récentes expériences en matière d'aérogénérateurs : celui de Nogent-le-Roi (Eure-et-Loire) de 800 KW, et un autre de 1 000 KW, qui ont été en service de 1962 à 1966. Leurs résultats, nous a-t-il été dit, n'ont pas été probants. Cela est possible, la technique n'était peut-être pas encore au point. Mais pendant 15 années, le dossier «énergie du vent» a été fermé, et place au nucléaire !

En septembre 1976, décision est prise d'installer une éolienne à l'île d'Ouessant. Un prototype de 100 couplé au réseau de l'île, permettant de vérifier la rentabilité de cette énergie, pour ensuite — suivant le

fissures. Alors qu'EDF était vivement interpellée sur le chargement intempestif des centrales nucléaires de Gravelines et de Tricastin, une semblable visite dans l'île bretonne balayée par le vent et au décor grandiose, voulait prouver la volonté d'EDF de diversifier ses sources énergétiques, montrer qu'elle ne «s'accrochait» pas au nucléaire.

résultat —, généraliser cette expérience. Il semble que ce ne soit pas encore pour demain.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Le coût d'Avel Eussa est important, mais quel prototype ne l'est-il donc pas ? Cependant, calculer le coût du KWH produit par cet aérogénérateur en fonction du coût total de l'opération, ne relève-t-il pas de la mauvaise foi ? Calcule-t-on, dans les services EDF, le coût du KWH nucléaire de la même façon ? Si cela était, les 12 centimes actuels doubleraient ou tripleraient bien vite.

Pour installer une éolienne à Ouessant, beaucoup de difficultés ont surgi, nous a-t-il été dit. On nous a parlé du bruit de l'éolienne, bruit qui aurait effrayé certains habitants de l'île. On nous a parlé des couleurs de cette éolienne, le mât en gris, la dérive en rouge, le grillage en vert... qu'EDF a dû respecter.

Cela est très bien. Puisse EDF faire de même en construisant ses centrales nucléaires ! Car défigurer le Cotentin ou d'autres régions, polluer les eaux, rejeter les effluents radioactifs, installer d'immenses tours de refroidissement, n'a pas grand chose à voir avec les exigences des populations...

L'éolienne d'Ouessant sera couplée au réseau de l'île en décembre. Elle permettra de soulager la centrale au diesel. Sa puissance minimale sera de 140 KWH. Depuis le 10 octobre, du haut de son mât de 41 mètres, une hélice de 18 mètres tourne au gré du vent.

A une centaine de km de là, la centrale Plogoff se construit et sera un jour chargée d'uranium. Le vent, pour EDF, n'est peut-être pas rentable, mais du moins, on n'a pas besoin de retraiter les déchets de vent...

Michel BERTEL

● Succès diplomatique de l'OLP en Europe

Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'Organisation de Libération de la Palestine, vient d'effectuer une visite fructueuse en Belgique et en Italie. A Bruxelles, le jeudi 25, après sa rencontre avec le ministre belge des Affaires étrangères, il déclarait : «Ma visite en Belgique et ma rencontre avec M. Simonet constituent une reconnaissance de fait de l'OLP».

Tout en disant que le problème de la reconnaissance officielle de l'OLP par la Belgique était prématuré, Simonet fait preuve de réalisme en déclarant : «Il nous apparaît que l'OLP, est, à l'heure actuelle, le moyen par lequel s'exprime la volonté du peuple palestinien. Le problème de savoir si cela nous plaît ou non doit être laissé de côté».

A Bruxelles, F. Kaddoumi s'est également entretenu avec Claude Cheysson, commissaire européen chargé du développement. Samedi, il était reçu par le ministre italien des Affaires étrangères, Malfatti. L'entretien a été considéré de part et d'autre comme très positif. L'OLP a obtenu, là aussi, non une reconnaissance juridique (qui exigerait qu'il y ait des élections en Palestine), mais une reconnaissance politique du gouvernement italien.

Au risque de se retrouver demain à la traîne des autres gouvernements de l'Europe de l'Ouest, le gouvernement français se doit aujourd'hui d'avancer franchement dans la reconnaissance de l'OLP. D'autre part, Yasser Arafat a annoncé qu'il avait l'intention de demander aux chefs d'Etat arabes d'utiliser l'arme du pétrole comme moyen de pression sur les puissances occidentales.

● Mort d'un Palestinien torturé en R.F.A. par le Mossad israélien

Selon un communiqué du Fath, mouvement de libération national palestinien, Mohammed Youssef, palestinien, vient de se donner la mort à Beyrouth, où il venait d'arriver il y a quelques mois. Il a été fait prisonnier en RFA au mois de février et gardé pendant 5 mois. Durant sa détention en RFA, il a été torturé par le Mossad (service de renseignement israélien) et les services secrets allemands de l'Ouest. Toutes les méthodes de torture ont été utilisées sur lui en vue de lui soutirer des renseignements sur les dispositifs de sécurité de la Résistance et les déplacements de ses dirigeants. Finalement, le Mossad l'a menacé de liquider sa famille qui se trouve à Bireh (en Cisjordanie) s'il ne se rendait pas à Beyrouth pour assassiner un dirigeant de la Résistance. Après plusieurs mois de refus du chantage et de tortures physiques et morales, Mohammed Youssef se dirige à Beyrouth. Ne pouvant supporter ses souffrances, bien qu'ayant été vu par des médecins, Mohammed Youssef s'est donné la mort. Sa santé était très critique, il ne parlait pas, restait tout le temps seul. Il tremblait chaque fois qu'il entendait prononcer le nom d'un membre de sa famille.

Il s'agit d'une affaire extrêmement grave dans l'histoire de la collaboration des services de renseignements ouest-allemands avec les autorités sionistes. Dans cette affaire, le gouvernement de la RFA se soumet aux exigences des terroristes israéliens qui menacent de par le monde les militants palestiniens.

Au Liban, les masses palestiniennes et libanaises ont participé aux funérailles du militant Mohammed Youssef, membre du Fath depuis 1968.

● KENNEDY OFFICIELLEMENT CANDIDAT

C'est désormais (presque) officiel : Ted Kennedy est inscrit dans la course à la Maison-Blanche. Il annoncera sa candidature le 7 novembre, à Boston, mais d'ores et déjà, le sénateur du Massachusetts a chargé son beau-frère de créer un «comité électoral» chargé de collecter des fonds. Avant de postuler directement à la présidence, fin 1980, Kennedy devra recevoir l'aval du Parti Démocrate : ce qui semble, dans l'état actuel des choses, probable.

● MAGISTRATS EN GREVE

Pour manifester son opposition au projet

de loi réformant le recrutement des magistrats, le syndicat de la Magistrature vient de lancer un mot d'ordre de grève pour mardi 6 ou mercredi 7 novembre. L'Union syndicale des Magistrats, qui n'a pas encore appelé à cette grève, approuve cependant l'action du S.M.

● A Aix-en-Provence et à Lyon, des débrayages sont observés par les aiguilleurs du ciel.

● A proximité de Voujeaucourt, l'eau du Doubs contient du cyanure révèle le laboratoire d'analyse de Dijon qui déconseille fortement la consommation des poissons pêchés.